

NOUVEAU

septembre  
octobre  
2011

# RdL

## La Revue des Livres

revuedeslivres.fr

n°1

### LA HAINE DES VILLES

Entretien avec Eric Hazan et Bernard Marchand  
sur les banlieues et l'urbaphobie française

« SUR FANON,  
TOUT EST ENCORE  
À DIRE »

Misère de l'économie  
du développement

Les métamorphoses  
de l'intellectuel juif

Homonationalisme  
et impérialisme sexuel

Sous les révoltes arabes

**Finis**, une nouvelle de  
Santiago Dabove



EAN 9 782354 800987  
France METRO : 6,50 € - BEL/LUX : 7,10 € - DOM/S : 7,10 € - CH : 10,40 FS  
CAN : 9,95 \$ cad - NCAL/S : 900 CFP - POL/S : 1000 CFP

L 16219 - 1 - F : 6,50 € - RD



#### Directeur de publication

Jérôme Vidal

#### Coordination éditoriale

Jérôme Vidal

#### Secrétariat de rédaction

Félix Boggio Éwanjé-Épée

et Marion Duval

#### Collectif éditorial

François Athané, Sarah Benabou,  
Aurélien Blanchard, Félix Boggio  
Éwanjé-Épée, Christophe Bonneuil,  
Marion Duval, Clémence Garrot,  
Oury Goldman, Joséphine Gross,  
Thomas Hippler, Laurent Jeanpierre,  
Razmig Keucheyan, Stéphane  
Lavignotte, Élisabeth Lebovici,  
Laurent Lévy, Alexandre Mouawad,  
Charlotte Nordmann, Germinal  
Pinalie, Hélène Quiniou, Alice  
Le Roy, Jérôme Vidal, Julien Vincent,  
Giovanna Zapperi et  
Najate Zougari

#### Conception graphique et

mise en page

Élie Colistro, Arnaud Crassat,

Alexandre Mouawad et

Scott Pennor's. Contact :

bmouvement@hotmail.com

#### Rédaction

info@revuedeslivres.fr

01 45 41 23 33

Inscription à la lettre d'information  
électronique

liste@revuedeslivres.fr

#### Abonnements RdL

31 rue Paul Fort, 75014 Paris

abos@revuedeslivres.fr

01 45 41 23 33

#### Communication et relations presse

Germinal Pinalie

germinalpinalie@revuedeslivres.fr

06 64 78 37 92

#### Publicité

pub@revuedeslivres.fr

#### Diffusion et distribution en librairie

Belles Lettres Diffusion Distribution

www.bladd.fr

#### Conseil distribution-diffusion /

ventes en ligne

KD Presse

www.kdpresse.com

14 rue des messageries, 75010 Paris

Tel: 01 42 46 02 20

Si vous voulez que votre marchand  
de journaux le plus proche soit  
approvisionné régulièrement  
en exemplaires de la *RdL* appelez  
le 01 42 46 02 20 ou envoyez un  
courriel à [contact@kdpresse.com](mailto:contact@kdpresse.com)

#### Impression

Drukkerij Moderna

Schoebroekstraat 50

B-3583 Paal-Beringen

Belgique

N° Commission paritaire : en cours

N° ISSN : en cours

Dépôt légal :

septembre 2011

# SOMMAIRE

## Éditorial

■ GERMINAL PINALIE, La haine des villes.  
Entretien avec ERIC HAZAN et BERNARD  
MARCHAND sur les banlieues  
et l'urbaphobie française,  
– à propos de Eric Hazan, *Paris sous tension*  
et de Bernard Marchand,  
*Les Ennemis de Paris. La haine*  
*de la grande ville des Lumières à nos jours* p. 04

■ RAPHAËL KEMPF, Sous les révoltes  
arabes. Illégalismes populaires et  
résistances quotidiennes,  
– à propos de Asef Bayat,  
*Life as Politics: How Ordinary People*  
*Change the Middle East* p. 15

■ CÉDRIC DURAND & CHARLOTTE NORDMANN,  
Misère de l'économie du développement  
– à propos de Abhijit V. Banerjee et  
Esther Duflo, *Poor Economics.*  
*A Radical Rethinking of the Way*  
*to Fight Global Poverty* p. 23

■ MATTHIEU RENAULT, « Sur Fanon, tout est  
encore à dire. » Pour une généalogie de la  
critique postcoloniale,  
– à propos de Pierre Bouvier, *Aimé Césaire,*  
*Frantz Fanon, Portraits de décolonisés* p. 30

## Littérature

■ *Finis*, une nouvelle de SANTIAGO DABOVE p. 37

■ ENZO TRAVERSO, Les métamorphoses  
de l'intellectuel juif : la fin d'un cycle p. 42

■ THOMAS HIPPLER, *My name is Marcuse,*  
Herbert Marcuse,  
– à propos de Tim B. Müller, *Krieger und*  
*Gelehrte. Herbert Marcuse*  
*und die Denksysteme im Kalten Krieg* p. 49

■ CLÉMENCE GARROT & OURY GOLDMAN,  
Homonationalisme et impérialisme sexuel.  
Quand les homos changent de drapeau  
– à propos de Jasbir K. Puar,  
*Terrorist Assemblages:*  
*Homonationalism in Queer Times* p. 52

## Iconographie

Arnaud Crassat, né en 1980, est peintre et typographe. Son œuvre est située au croisement du document, de l'archive et d'une réflexion sur les couleurs à l'intersection du graphisme et de la politique de la représentation et de la mémoire. [bmouvement@hotmail.com](mailto:bmouvement@hotmail.com)

## Remerciements

Isabelle Alliel (Actes Sud) ; Olivier Brunot ; Nicolas Haeringer ; Josée Lalouelle ; Marie-Laure Namont et Eric Namont (KD Presse) ; Lucien Nordmann ; Christophe Pany (Seven 7) ; Aris Papatheodorou ; Marc Saint-Upéry ; Virginie Sandrin ; Tuula Vidal.

**Le numéro 2 de *RdL*, la revue des livres sera en kiosque le mercredi 2 novembre 2011.**

## p. 03

### Le point sur

■ DOMINIQUE PESTRE,  
La politique des *science studies* p. 58

### Les mots de la critique

■ JÉRÔME VIDAL, *Agency et empowerment* p. 62

### Le portrait

■ RAZMIG KEUCHEYAN,  
Wang Hui et la nouvelle gauche chinoise p. 64

### Géographie de la critique

■ MARION DUVAL, La querelle du  
« néo-extractivisme » en Amérique latine p. 67

### Expérimentations politiques

■ LAURENT LÉVY,  
L'insolente autonomie des Indigènes p. 69

■ YVES CITTON, L'éternelle genèse  
de vieux rêves qui bougent.  
– à propos de Jan Herman,  
*Le Récit génétique au XVIII<sup>e</sup> siècle*  
et de Thomas-Simon Gueullette, *Contes* p. 71

## À lire également sur [www.revuedeslivres.fr](http://www.revuedeslivres.fr)

■ YVES CITTON, Arts politiques  
et fictions diplomatiques  
– à propos de Francis Goyet, *Les Audaces de*  
*la prudence. Littérature et politique aux XVI<sup>e</sup> et*  
*XVII<sup>e</sup> siècles* et de Timothy Hampton, *Fictions*  
*of Embassy. Literature and Diplomacy in Early*  
*Modern Europe*

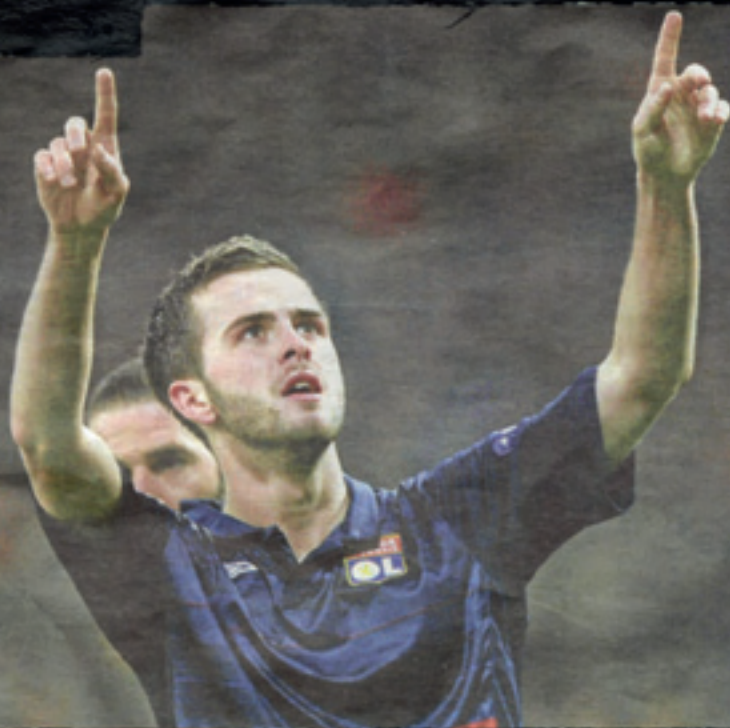
■ Débat : MICHEL HUSSON & JACQUES SAPIR,  
– à propos de Jacques Sapir,  
*La Démondialisation*

■ DIANE SCOTT ET MICHEL SIMONOT, Résister au  
populisme culturel

■ DAVID VERCAUTEREN, « Du possible sinon  
j'étouffe... », Tunisie, avril 2011



# Comme une envie de gauche



# C'EST LE TEMPS DES TURBULENCES

ÉDITORIAL

Le monde est agité de secousses multiples – politiques, sociales, écologiques, économiques et intellectuelles. En gestation souterraine depuis longtemps déjà, émergent aujourd'hui au grand jour partout dans le monde des éclats de nouveautés et de refus : de l'Amérique du Sud à la Chine, en passant par l'Afrique du Nord et l'Europe, des contestations et des révoltes majeures sont en train de brouiller les repères politiques et intellectuels, de bousculer les paresseuses, de troubler les habitudes.

Le tournant néolibéral du capitalisme a profondément affecté les modes de production et de reproduction des sociétés et, avec eux, l'espace et les clivages traditionnels de la politique, nos modes de vie et notre rapport à nous-mêmes et aux autres.

Parallèlement, la révolution numérique a commencé à modifier les conditions de la politique, elle en recompose le temps et l'espace, en défait les hiérarchies ; elle crée des instruments de communication et de travail qui tantôt libèrent, tantôt aliènent et disciplinent.

Trop souvent vécues entre passivité et tristesse, ces transformations s'accompagnent aussi d'une montée des radicalismes de toutes sortes, des plus réactionnaires aux plus « progressistes », la frontière entre les deux s'estompant parfois. Les débats sur la mondialisation, sur les conditions de la démocratie, sur la construction européenne ou sur la religion en témoignent.

Un sentiment de « ras le bol », face à l'injustice, à l'aliénation et à l'irrationalité de la vie quotidienne, sentiment qui se propage dans toutes les sociétés, sentiment largement partagé et pourtant encore à peine articulé, nous laisse comme suspendus entre révolte et dépression, désir d'émancipation et attitudes identitaires.

Cette période de turbulences est aussi un moment d'ouverture du champ des possibles. On entrevoit l'apocalypse sous la forme d'un effondrement du système économique, de la guerre civile mondiale ou des catastrophes écologiques. Simultanément, ce qui paraissait unimaginable il y a peu devient nécessité de pensée. Nous sentons, nous savons qu'il n'y a pas d'autre choix que d'inventer des alternatives. Il est temps d'expérimenter de nouvelles formes de vie, de déclarer de nouveaux droits, d'écrire de nouvelles constitutions. Qu'il s'agisse de sortir du nucléaire, de socialiser les banques ou de mettre en place un revenu universel, des propositions jusqu'ici inaudibles apparaissent soudain, sinon comme évidentes, du moins comme recevables et réalistes. Certaines d'entre elles traversent et déplacent les frontières idéologiques et politiques que l'on pouvait croire bien établies.

Alors qu'hier on proclamait encore, pour la déplorer ou s'en réjouir, la fin de l'histoire, prétendument dissoute dans la « gouvernance » consensuelle et l'apathie collective, alors que philosophes et politiques annonçaient que l'horizon indépassable de la politique était désormais la constitution d'une « société civile » pacifiée, personne ne peut plus ignorer aujourd'hui que nous vivons une nouvelle période de conflits, de luttes et d'affrontements, d'où germe une inouïe diversité de projets politiques.

Tout comme celles de la domination et du contrôle, les formes de la résistance et de l'insubordination sont multiples. Elles s'emparent de concepts abstraits comme de gestes de la vie quotidienne, elles

affectent les modes de vie individuels et collectifs, elles s'approprient de nouveaux mots, elles se nourrissent de nouvelles pensées du passé et de l'avenir. De ces luttes, générales ou ponctuelles, parfois socialement et géographiquement éloignées, aucun prisme unificateur et totalisant ne se dégage encore – d'où le sentiment qu'il nous faut emprunter des chemins de traverse.

Il est temps de réarmer la critique. À l'ère de « l'économie des savoirs », de la gestion néolibérale et autoritaire des organismes d'enseignement et de recherche et de la concentration dans le monde de l'édition et de la presse, la production et la circulation de la pensée est profondément affectée. Les pensées critiques se disent aujourd'hui dans toutes les langues. Elles ne sont pas toujours à même de se faire entendre, ni non plus de s'entendre entre elles, et pourtant elles indiquent que le temps de la résignation intellectuelle, à laquelle n'échappaient que quelques travaux isolés, est terminé. De nouveaux questionnements, de nouveaux champs de recherche et de nouvelles subjectivités intellectuelles émergent. La facilité accrue de la diffusion des savoirs et de l'information, un accès plus large à la culture et l'émergence d'une nouvelle intelligentsia sans attaches, font que l'intellectualité déborde aujourd'hui largement les institutions dans lesquelles elle a longtemps été cantonnée.

C'est dans ces circonstances singulières que l'équipe qui animait *La Revue internationale des livres et des idées* lance, avec un collectif éditorial élargi, *RdL, la Revue des Livres*. Venus d'horizons politiques, sociaux et intellectuels variés, nous voulons ainsi créer, au carrefour des gauches critiques, une revue exigeante, en rupture avec le prêt-à-penser, la pensée rapide, et les anciennes certitudes ; une revue visant à diffuser et à discuter les pratiques politiques et les productions des différents champs de savoir les plus stimulantes, qui remettent en question les routines intellectuelles et les imaginaires sociaux et politiques établis ; une revue, surtout, qui ne s'adresse pas qu'à des spécialistes et des initiés, mais, autant que possible, une revue pour tous et une revue ouverte.

Essentiellement consacrée à des comptes-rendus de livres, qui seront en même temps des essais et des interventions politiques, dans lesquels les auteurs prendront parti et s'engageront, *La RdL* sera également structurée par un grand entretien et des rubriques régulières, permettant d'explorer autrement le monde des idées, selon une diversité de tons et d'approches.

*La RdL* ne peut rien être sans ses lecteurs et ses lectrices – sans ceux et celles qui l'achètent, qui s'y abonnent, qui la font connaître, qui la discutent et qui s'en nourrissent. C'est pourquoi son activité se prolongera naturellement par l'organisation de rencontres et de débats ; c'est pourquoi aussi nous avons besoin de vos réactions, de vos critiques et de vos propositions. Dans ce moment crucial, à la croisée des possibles, nous voulons jouer notre rôle, et nous attendons votre contribution. ■

Pour le collectif éditorial de *RdL, la Revue des Livres*,  
Thomas Hippler, Laurent Lévy, Charlotte Nordmann,  
Jérôme Vidal et Julien Vincent



# LA HAINE DES VILLES

## ENTRETIEN SUR LES BANLIEUES ET L'URBAPHOBIE FRANÇAISE

### À PROPOS DE

**Éric Hazan**, *Paris sous tension*, Paris, La Fabrique, 2011, 128 p., 12 €.

### ET DE

**Bernard Marchand**, *Les Ennemis de Paris*, Rennes, PUR, 2009, 388 p., 20 €.

Éditeur et écrivain, **Eric Hazan** dirige les éditions La Fabrique, fondées en 1998. Il est notamment l'auteur de *Chroniques de la guerre civile* (La Fabrique, 2004) et de *L'Invention de Paris* (Seuil, 2002).

Professeur émérite à l'Institut français d'urbanisme (Paris 8), **Bernard Marchand** a enseigné aux États-Unis, au Canada, en Amérique du Sud, en Thaïlande et en Europe. Il a publié *The Emergence of Los Angeles* (Pion Ltd, 1986) et *Paris, histoire d'une ville* (Seuil, 1993).

\* **Germinal Pinalie** est membre de divers collectifs, dont samizdat.net, et a collaboré à la revue *Multitudes*. Il est membre du collectif éditorial de la *RdL*.

Qu'est-ce que « Paris » ? Une ville-État, dominatrice, cœur d'un État centralisateur et bureaucratique qui « pomperait » la substance de la France et l'écraserait de tout son poids ? Pour Bernard Marchand, cette représentation est une pure et simple falsification, qui puise sa force dans la profonde « urbaphobie » française. Selon lui, celle-ci est au principe de la légitimation de l'État, réalisée sur le dos des classes populaires et des banlieues au profit de la province et des zones rurales. Entretien croisé, hautement polémique, avec un autre ami de Paris, Eric Hazan. Par **GERMINAL PINALIE\***, AVEC ERIC HAZAN ET BERNARD MARCHAND.

**Germinal Pinalie** : *On trouve dans L'Invention de Paris et dans Paris, Histoire d'une ville la question des murs de Paris et de son organisation spatiale. Dans Paris, histoire d'une ville, on peut ainsi lire : « L'Angleterre victorienne, si attachée à toutes les formes de ségrégation et qui avait presque institutionnalisé l'inégalité, sut éviter de la traduire trop brutalement dans l'espace urbain, alors que la France, qui se prétendait plus égalitaire, surtout sous la III<sup>e</sup> République, donna naissance autour de la capitale à l'un des premiers ghettos sociaux de l'histoire urbaine. » Londres a plusieurs cœurs, c'est une véritable mosaïque de zones de différents types, de différents niveaux sociaux, qui constitue une sorte de pays à l'intérieur de l'Angleterre et de la Grande-Bretagne. Paris est plus viscéralement, plus fondamentalement concentrique. Comment l'expliquer, et qu'est-ce que cela traduit de la façon singulière dont construction nationale, légitimation de l'État et rapports de classes sont noués en France ?*

**Eric Hazan** : Il est intéressant de mettre Paris et Londres en parallèle, parce que ce sont deux villes tout à fait opposées. On pourrait prendre cette image : Paris comme un oignon, et Londres comme une boîte de Pétri dans laquelle des colonies microbiennes se développeraient en plusieurs points. Cela donne des physionomies extrêmement différentes.

### Paris comme un oignon

Paris comme un oignon, c'est vrai depuis Philippe-Auguste. Victor Hugo, dans *Notre-Dame de Paris*, le raconte de façon formidable : chaque fois que la ville est à l'étroit, elle saute par-dessus la dernière des murailles qu'on lui a construite et se répand jusqu'à ce qu'on lui en construise une nouvelle, et ainsi de suite. Philippe-Auguste, Charles V, Louis XIV, les Fermiers Généraux, Thiers, Georges Pompidou et le périphérique : six enceintes en sept siècles. À peu près une fois par siècle, Paris saute par-dessus sa dernière enceinte. Et comme toutes les époques se considèrent comme exceptionnelles, la nôtre

ne voit pas que le périphérique est la dernière en date de ces enceintes et ce d'autant plus qu'elle n'est pas qualifiée comme telle, à la différence des fortifications de Thiers. Comment la ville va-t-elle sauter par-dessus ce périphérique, comment va-t-elle le détruire, le métaboliser, l'avalier, comme elle l'a toujours fait, et comment va-t-elle se répandre alentour ? C'est très compliqué, parce que c'est une question à la fois géographique et politique. Prenez le mur des Fermiers Généraux : il suffisait d'enlever des pierres pour le faire disparaître. Près de chez moi, au métro Belleville, la rue du Faubourg du Temple et la rue de Belleville, qui était la rue de Paris dans la commune de Belleville, ont été en continuité dès qu'on a enlevé les quelques cailloux qui les séparaient. Le trou entre les deux n'était pas beaucoup plus large que la pièce dans laquelle nous nous trouvons. Alors que le vide entre le haut de la rue de Belleville et la rue de Paris, aux Lilas, est immense. Il y a un vrai problème de largeur du vide. D'autant plus qu'aujourd'hui, on ne sait plus créer de l'espace urbain, on ne sait construire que des voies rapides. On le voit très bien dans l'Est de Paris, du côté de la BNF : l'avenue de France, c'est une non-rue. Il suffit de passer là pour s'enrhumer !

Et le problème géographique se double d'un problème politique, évidemment. Tous ces gens, tous ces pauvres, ces précaires, ces bronzés, ces immigrés, on a eu tellement de mal à les pousser hors de Paris : pourquoi chercher à élargir Paris pour les récupérer ? Restons chez nous ! Il y a ce réflexe-là. C'est une course de vitesse qui se joue : si le système, non pas le sarkozysme, mais le capitalisme, continue sur sa lancée dans la ville, je pense que c'est mal barré. Je veux dire par là que la jonction entre Paris et son environnement se fera de travers.

**GP** : *Pourquoi les autorités et les pouvoirs ont-ils toujours à la fois voulu et raté le développement de Paris, si on le compare à celui de Londres ?*

**Bernard Marchand** : Je ne suis pas sûr qu'ils l'aient voulu. Vous demandez : « Pourquoi ? » Je crois





Unidentified, c.1880s. This print was found in a wooden box labelled (in Afrikaans), 'Aan M. V. Jooste van die personeel van Die Vaderland.' In the box there were sixty-eight images including one of 'Their most Gracious Majesties, Edward VII and Queen Alexandra. In their robes of State.' This box belongs to Moeketsi Msomi, whose grandfather, John Rees Phakane, was a bishop in the A. M. E. Church. Photographer unknown.



# SOUS LES RÉVOLTES ARABES : ILLÉGALISMES POPULAIRES & RÉSISTANCES QUOTIDIENNES

La plupart des commentateurs occidentaux, dont la vision est déformée par l'idéologie du « choc des civilisations » et l'islamophobie ambiante, ont perçu les révoltes arabes comme des « miracles » incompréhensibles. Une multitude d'observateurs décrivent pourtant depuis plusieurs années les transformations profondes qui bouleversent les sociétés arabes et témoignent de leur vitalité, en dépit de la chape de plomb imposée par des États autoritaires. Ces analyses peuvent-elles nous aider à comprendre les événements de l'année 2011 ? C'est la question à laquelle cet article s'efforce de répondre, en s'attachant au cas égyptien, à travers la lecture de *Life as Politics* d'Asef Bayat. Par **RAPHAËL KEMPF\***.

L'affaire est entendue : c'est l'explosion de la rue qui a fait chuter les *raïs* tunisien et égyptien au début de l'année 2011. Des manifestations surgies d'on ne sait où ont fait vaciller des régimes que l'on croyait inamovibles. Les métaphores n'ont pas manqué pour exprimer la surprise face à ce « miracle » arabe. Du « surgissement » à l'« éruption », les termes choisis laissent entendre l'étonnement des commentateurs.

S'il était évidemment impossible de prévoir quoi que ce soit, l'apparition soudaine des peuples arabes comme acteurs politiquement conscients et engagés n'a pu sembler miraculeuse qu'à ceux qui

manifestations de février 2011 sur la place Tahrir. C'est ne pas tenir compte non plus de la transformation du rapport à l'islam à l'œuvre dans ces sociétés. Dès 1995, Asef Bayat avait proposé une réflexion sur le « *post-islamisme* », qu'il prolonge dans *Life as Politics* (p. 241-251). Il perçoit « *un effort pour réunir la religiosité et les droits, la foi, l'islam et la liberté* », une entreprise « *visant à lier l'islam et les choix et libertés individuelles avec la démocratie et la modernité* » (p. 243). Si la religion reste un horizon des sociétés du Moyen-Orient, elle ne vise pas à contrôler tous les aspects de la vie sociale, et les mouvements rapidement qualifiés

---

*Il fallait être obsédé par l'islamisme, la géopolitique, ou encore convaincu de l'impossible démocratisation des pays arabes, pour ne pas voir qu'il y avait une vie sous les régimes autoritaires.*

---

ignoraient les mouvements de fond de ces sociétés. Il fallait être obsédé par l'islamisme, la géopolitique, ou encore convaincu de l'impossible démocratisation des pays arabes, pour ne pas voir qu'il y avait une vie sous les régimes autoritaires.

La grille d'analyse religieuse est restée la référence de ces dernières années pour approcher les sociétés du Moyen-Orient. A-t-elle été un obstacle pour percevoir leurs dynamiques internes ? Les mises en garde de nombreux intellectuels contre le prétendu devenir islamo-totalitaire des soulèvements de 2011 nous invitent à le penser. Sans guère plus de nuances, on a pu écrire que « *l'islam reste l'horizon indépassable des foules qui se rebellent*<sup>1</sup>. » Le même auteur prend aussi la peine d'associer l'islam à des « *situations d'oppression* ». C'est là occulter les appels à un « *État civil, ni religieux, ni militaire* », scandés notamment dans les

d'islamistes en Occident sont aujourd'hui prêts à trouver leur place dans le jeu démocratique.

Au-delà de cette critique empirique de l'obsession pour l'islamisme, tout le mérite d'Asef Bayat, entre de nombreux autres chercheurs, est de montrer que les sociétés arabes existent et agissent, qu'elles ne sont pas figées dans un conservatisme religieux et qu'elles transforment effectivement cette région du monde. En d'autres termes, ces sociétés étaient déjà en voie de démocratisation, avant même le printemps arabe, par le biais de pratiques individuelles et collectives, quotidiennes et silencieuses.

Ces pratiques sont une condition de possibilité des soulèvements et des transformations démocratiques. Les mettre en lumière permet de répondre aux thèses qui analysent le monde arabe et ses mouvements par le haut. Les analyses dominantes

## À PROPOS DE

**Asef Bayat**, *Life as Politics - How Ordinary People Change the Middle East*, Palo Alto, Stanford University Press, 2009, 320 p., 21,95 \$.

**Asef Bayat** est né et a grandi en Iran. Il a vécu la révolution islamique de 1979 avant d'étudier en Grande-Bretagne, puis de mener une carrière de professeur de sociologie. Il enseigne aujourd'hui aux États-Unis, à l'université de l'Illinois, et est notamment l'auteur de *Street Politics: Poor Peoples Movements in Iran* (Columbia University Press, 1997), de *Making Islam Democratic: Social Movements and the Post-Islamist Turn* (Stanford University Press, 2007) et de *Being Young and Muslim: New Cultural Politics in the Global South and North* (Oxford University Press, 2010).

\* **Raphaël Kempf** est juriste, auteur d'un mémoire sur la protection juridictionnelle des droits sociaux en Égypte (université de Nanterre, décembre 2010) et de reportages sur la révolution égyptienne (*Le Monde diplomatique*, mars 2011).





# MISÈRE DE L'ÉCONOMIE DU DÉVELOPPEMENT

L'extension de la rationalité néolibérale à l'échelle mondiale a engendré une augmentation dramatique de la pauvreté, des inégalités et de la dépendance au capitalisme mondialisé. À ces processus, les organisations internationales n'ont pas su résister, quand elles ne les ont pas accompagnés ou aggravés. Une redéfinition radicale de l'économie de la pauvreté et du développement est nécessaire, nous disent Esther Duflo et Abhijit Banerjee. Mais leur réponse est-elle à la hauteur de la situation? Par **CÉDRIC DURAND\* ET CHARLOTTE NORDMANN\*\***.

«**R**epenser radicalement la lutte contre la pauvreté », c'est ce que se proposent de faire Esther Duflo et Abhijit V. Banerjee dans *Poor Economics*. Jusqu'à récemment, nous expliquent-ils, les politiques de lutte contre la pauvreté étaient élaborées sur la base de grands principes sans ancrage probant dans la réalité. L'introduction dans le domaine de la lutte contre la pauvreté de l'expérimentation aléatoire, ou « évaluation randomisée », permettrait enfin de sortir du sommeil dogmatique – des « idéologies » – pour entrer dans l'ère du pragmatisme et de la scientificité.

Derrière ces formules aux noms imposants se cache un principe simple : l'extension au champ de l'économie du développement de la méthode des essais cliniques, en usage en médecine, afin de tester empiriquement la validité de politiques de lutte contre la pauvreté. Tout le travail du chercheur consisterait dès lors à définir une intervention, puis à l'appliquer à une population choisie de façon aléatoire pour déterminer les effets obtenus en comparant, au terme de l'intervention, la population choisie à un groupe de contrôle n'ayant pas fait l'objet du programme évalué. C'est ce principe que les auteurs de l'ouvrage et leurs équipes rassemblés au sein du laboratoire J-PAL au MIT sont parvenus à imposer ces quinze dernières années en économie du développement.

De même que l'on évalue l'effet de nouveaux médicaments avant de les mettre sur le marché, pour savoir si un programme de lutte contre la pauvreté est efficace ou non, il faut le tester, nous disent-ils avec bon sens. Plutôt que de trancher la question sur la base de grands principes (comme « les gens ont besoin de liberté, pas d'aides » ou « les gens ont besoin d'aide pour accéder à la liberté »), il faut pouvoir concrètement et précisément mesurer les effets du programme. Par exemple, comparer ce qui se produit quand on distribue des moustiquaires gratuitement et quand on les propose à prix réduit, plutôt que de se déterminer *a priori* pour l'une ou l'autre option – les uns estimant que ce bien essentiel à la santé publique doit être gratuit, les autres affirmant que donner quelque chose le dévalue et nuit à son usage. Au final, des résultats sont obtenus et certains frappent

l'esprit : telle étude montre l'effet considérable d'une mesure peu coûteuse – comme l'administration de vermifuges aux enfants pauvres, qui permet d'allonger leur scolarisation et conduit à une augmentation de leurs revenus à l'âge adulte (p. 272) ; telle autre montre l'importance d'un facteur qu'on aurait sinon négligé – comme le fait que, pour maîtriser leur fécondité, les femmes doivent certes avoir accès à des moyens de contraception, mais surtout y avoir accès sans le contrôle de leur mari (p. 116-117).

À cette idée qu'il faut tester les politiques, les auteurs ajoutent qu'il est essentiel de comprendre la façon dont vivent et pensent les pauvres pour élaborer des politiques adéquates. Les évaluations aléatoires qui identifient les effets exacts de tel ou tel dispositif peuvent aussi permettre de saisir les « motivations » des comportements des pauvres, et à partir de là de concevoir de nouvelles mesures plus efficaces.

L'écho rencontré par ces travaux est considérable : ils ont valu à leurs auteurs des prix prestigieux, ils ont bénéficié d'une couverture médiatique très large et ils sont devenus une référence incontournable pour les gouvernements, les ONG et des institutions économiques centrales comme la Banque mondiale. Les nombreuses études évoquées dans l'ouvrage attestent de ce succès. *Poor Economics* est ainsi une démonstration de force de ceux qu'on appelle les *randomistas* : il synthétise les résultats de leurs travaux sous une forme à la fois exhaustive et extrêmement accessible. Destiné à un lectorat bien plus large que le seul monde universitaire, cet ouvrage s'inscrit dans une stratégie de construction d'une nouvelle hégémonie dans le champ de l'économie du développement et de la lutte contre la pauvreté.

Étant donné l'ampleur de ce phénomène, il est urgent d'adopter à son sujet un regard critique. Le point de départ est bien entendu de reconnaître qu'il y a quelque chose de précieux dans ce « retour à l'empirie », mais il faut aussitôt pointer le caractère excessif de l'engouement qu'il suscite. Il y a là quelque chose de surprenant, qui renvoie à la crise intellectuelle que subit l'économie du développement depuis le tournant des années 2000.

## À PROPOS DE

**Abhijit V. Banerjee et**

**Esther Duflo**, *Poor Economics*.

*A Radical Rethinking of the Way to Fight Global Poverty*, New York, PublicAffairs, 2011, 320 p., 26,99 \$ (traduction française à paraître au Seuil en 2012).

**Abhijit V. Banerjee** est un économiste indien, formé à l'université de Calcutta, à New Delhi, puis à Harvard. Il enseigne actuellement au Massachusetts Institute of Technology (MIT), et est conseiller honoraire de nombreuses organisations, dont la Banque mondiale et l'État indien.

**Esther Duflo** est une économiste française, formée à l'École normale supérieure puis au MIT, où elle est professeure depuis son doctorat, réalisé sous la direction d'Abhijit Banerjee. Depuis 2009, elle occupe la chaire « Savoirs contre pauvreté » du Collège de France, créée à l'initiative de Philippe Kourilsky et de Pierre Rosanvallon. En 2010, elle a reçu la médaille Clark du meilleur économiste de moins de quarante ans.

Abhijit Banerjee et Esther Duflo ont fondé ensemble en 2003 le **Abdul Latif Jameel-Poverty Action Lab (J-PAL)**, qu'ils dirigent depuis. Ce réseau de chercheurs unis par leur usage de la technique des « évaluations aléatoires » s'est donné pour mission de « réduire la pauvreté en s'assurant que les politiques sont fondées sur des preuves scientifiques » (jaquette de *Poor Economics*).

\* **Cédric Durand** est maître de conférences en économie à l'université Paris 13. Il enseigne également l'économie du développement à l'EHESS et participe à l'animation de la revue *Contretemps*.

\*\* **Charlotte Nordmann** est traductrice et essayiste, et membre de l'équipe éditoriale de la *RdL*. Elle est notamment l'auteure de *Bourdieu/Rancière. La politique entre sociologie et philosophie* (Éditions Amsterdam, 2006).

# « SUR FANON, TOUT EST ENCORE À DIRE » : POUR UNE GÉNÉALOGIE DE LA CRITIQUE POSTCOLONIALE

## À PROPOS DE

**Pierre Bouvier** Aimé Césaire, *Frantz Fanon, Portraits de décolonisés*, Paris, Les Belles Lettres, 2010, 280 p., 27 €.

**Pierre Bouvier** est professeur émérite à l'université Paris X-Nanterre et chercheur au Laboratoire d'anthropologie des institutions et des organisations sociales (CNRS/SEHES). Il a notamment publié *De la socioanthropologie* (Galilée, 2011) et *Le Lien social* (Gallimard, 2005).

\* **Matthieu Renault** est doctorant en philosophie politique à l'université Paris VII Diderot et à l'Università degli Studi di Bologna. Sa thèse, qu'il soutiendra en septembre 2011, est intitulée « Frantz Fanon et les langages décoloniaux. Contribution à une généalogie de la critique postcoloniale ». Il est l'auteur de *Frantz Fanon, de l'anticolonialisme à la critique postcoloniale*, à paraître aux Éditions Amsterdam (octobre 2011).

Ouvrir une perspective postcoloniale sur ces deux grandes figures de l'anticolonialisme que sont Aimé Césaire et Frantz Fanon, tel est l'objectif salutaire que se fixe Pierre Bouvier. Or « accomplir » cette tâche supposerait à la fois de rompre avec une certaine approche biographique « anti-théorique » et d'ouvrir un dialogue critique avec les *postcolonial studies* afin d'en déceler les commencements « anticoloniaux », d'en retracer la généalogie. Est-ce sur cette voie que Bouvier s'engage ? Par **MATTHIEU RENAULT** \*.

En 1971, Pierre Bouvier publiait un ouvrage sur Frantz Fanon<sup>1</sup>, psychiatre martiniquais et théoricien des décolonisations, dix ans après la mort de ce dernier. C'était le second moment des « études fanoniennes », celui des biographies, succédant à une période au cours de laquelle s'étaient confrontées critiques théoriques et lectures révolutionnaires « en situation » (Hannah Arendt, les Black Panthers, etc.). Suivra un temps d'interrogation de la potentielle valeur des thèses fanoniennes pour la théorie politique, avant que ne se produise dans les années 1980 l'émergence des

que Bouvier dédie à Aimé Césaire et Frantz Fanon. Cette réactivation s'inscrit dans un contexte spécifique : celui de la mort de Césaire en 2008, celui du prochain anniversaire des cinquante ans de la mort de Fanon en décembre 2011 – que l'on célèbre d'ores et déjà, comme en témoigne notamment le dossier que la revue *ContreTemps* vient de lui consacrer<sup>4</sup> – celui surtout d'une pénétration croissante, accompagnée d'une vigoureuse résistance, des « études postcoloniales » dans le champ académique français, et de l'apparition de revendications postcoloniales sur la scène politique et militante

---

*En France, la figure de Fanon s'est quasiment effacée dès le début des années 1970.*

*Ainsi peut-on répéter presque à l'identique ces paroles émises par Sartre en 1963 :*

*« Sur Fanon, tout est encore à dire. »*

---

*cultural et postcolonial studies*, qui feront de Fanon l'un de leurs hérauts et préféreront (du moins pour un temps, avec les contributions séminales d'Homi K. Bhabha) les interprétations « psychanalytiques » de son œuvre de jeunesse, *Peau noire, masques blancs*, à un certain « tiers-mondisme » caractéristique des *Damnés de la terre*. Cette chronologie, retracée dans l'introduction à un « *critical reader* » consacré à Fanon et publié aux États-Unis en 1996<sup>2</sup>, est proprement anglophone. Ailleurs, le destin de Fanon fut tout autre. En France en particulier, sa figure s'est quasiment effacée dès le début des années 1970, de telle manière qu'en lieu et place des deux derniers stades se substitue une longue page blanche. Ainsi peut-on répéter presque à l'identique ces paroles émises par Sartre en 1963 : « *Sur Fanon, tout est encore à dire*<sup>3</sup>. »

D'où l'intérêt que ne pouvait manquer de susciter, presque quarante ans après son premier *Fanon*, la publication en 2010 du *Portraits de décolonisés*

(Indigènes de la République, Conseil Représentatif des Associations Noires). Cette « situation postcoloniale » ne peut manquer de soulever la question des modalités du retour de Fanon (et dans une moindre mesure de Césaire, dont à la fois l'occultation « francophone » et l'influence « anglophone » furent moins marquées). Quelle stratégie interprétative adopter ? Quelle position prendre face à ce qu'aux États-Unis l'on n'hésite pas à nommer *Fanon studies* ? Reconnaître et combler un retard pour se mettre à l'école de la critique postcoloniale anglophone et indienne ? Amorcer un nouveau départ en marquant sa singularité ?

## Le conflit des interprétations

Bouvier a, de fait, un prédécesseur en la personne d'Alice Cherki, auteure d'un irréprochable *Portrait de Fanon* publié en 2000 aux éditions du Seuil, particulièrement riche sur les périodes algérienne et tunisienne du psychiatre martiniquais. Ce livre



Le terrorisme s'invite dans le débat électoral



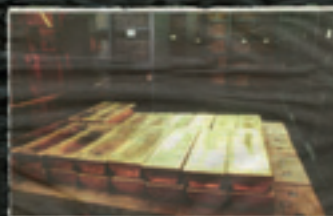
La réforme du divorce simplifie les procédures



La télé reste allumée cinq heures et demie par jour



Les diplômées retardent leur première maternité



Journée décisive pour les chercheurs français



Les ados français fument leur premier joint à 15 ans



Pour la sécu, Douste prescrit la responsabilité



L'Île-de-France porte tous les espoirs de la droite



Génétiquement modifié, mais clairement indiqué



En certaine circonstance, je dus me rendre au cimetière des dissidents, aujourd'hui disparu, pour retirer les cendres d'un parent éloigné qui reposaient dans un vieux sépulcre. J'avais été chargé de les mettre dans une urne parce qu'on expropriait la crypte; d'ailleurs le cimetière allait être supprimé de cet endroit. Le sépulcre était un simple rectangle de marbre qu'un levier adéquat posé à la jointure suffisait à ouvrir. C'est ce que nous fîmes, le préposé, moi et un homme de peine, car le fossoyeur ne prêtait plus ses services.

L'ouverture d'un sépulcre fait toujours forte impression sur ceux qui n'ont pas l'habitude. C'est comme un faux mystère qui voudrait se dévoiler, ou comme une obstination qui demanderait des éclaircissements d'où ils ne peuvent venir... car on sait bien tout le secret que renferment les tombes.

Quand la faïence céda et que je pus voir l'intérieur, je m'aperçus que le cercueil avait éclaté, qu'il était fendu et limé au point que seules quelques baguettes de bois accompagnaient les os, pas encore disjoints, comme si elles voulaient les éclipser. Rien qu'une odeur d'humidité. Oui? Non! Près du bras plié, mes yeux découvrirent une espèce de cylindre de métal que j'attrapai aussitôt. J'en dévissai le couvercle et trouvai un étui de cuir ou de maroquin qui contenait des papiers en partie détériorés. Avec la curiosité qu'on imagine, je m'en emparai, attendant d'être de retour chez moi pour les lire. Je rentrai, donc, avec un manuscrit et une petite urne qui contenait des os brisés et en partie quasi pulvérisés, travail lent du temps et des agents destructeurs qui en viennent au même résultat que le four crématoire, mais à plus long terme.

Devant un bon feu – c'était l'hiver –, je me mis à examiner le manuscrit qui semblait tour à tour une prophétie ou un simple épanchement littéraire. Mais je remarquai un certain accent ému, comme si l'auteur avait détenu une prémonition. Je crois même qu'il en « sait » plus du futur que beaucoup d'historiens ne savent du passé, et s'il était possible d'établir une copie conforme des causes historiques, je me risquerais à dire que la majorité des historiens deviendraient des artistes, des romanciers, des poètes semi-créateurs ou, simplement, de lamentables inventeurs du prétérit (des anti-prophètes).

Voici ce que disait le manuscrit:

Dans le premier tiers de l'an 1..34 (deux chiffres étaient effacés et le troisième incertain, on ne voyait pas bien si c'était un 8 ou un 3), les astronomes firent une découverte singulière: l'itinéraire des astéroïdes, ou plutôt des planétoïdes, s'altéra presque instantanément et sans cause apparente. Ceux qui dirigèrent leurs puissantes lunettes vers ces petites planètes télescopiques, qui comme on sait se situent entre Mars et Jupiter, les observèrent comme piquées

de la tarentule. Privées de leur régularité de leur régularité de mouvement, elles se comportaient comme un essaim d'éphémères devant une source de lumière. Cela ne pouvait être un sujet de divertissement pour nourrissons, ce fut un thème de cogitation pour les astronomes. Quelle cause altérerait la gravité et la solennité coutumières de l'essaim stellaire? Nouvelles interrogations des lunettes au ciel. Rien. Un temps s'écoula et certains planétoïdes disparurent. À mesure que la cause inconnue semblait s'intensifier, la méfiance augmenta parmi les astronomes. Par analogie, on pensa qu'après les planètes télescopiques, ce serait notre tour d'entrer dans la danse. Cette juste crainte fut comme l'alerte ou le prologue de ce qui était à venir.

Certains astronomes, les moins académiques ou autorisés, certifiaient avoir vu à une distance incommensurable des corps vagues chargés d'un grand potentiel électrique qui, en vertu de leur rayonnement infrarouge et d'après l'analyse spectroscopique, devaient contenir des matières ferrugineuses. Ils ajoutaient, par déduction, qu'ils devaient se comporter comme des électroaimants gigantesques et monstrueux. Or (poursuivaient-ils), dans ces conditions, notre planète qui abrite tant de fer, de roches ferrugineuses et de métaux divers, ne pouvait que subir l'influence de ces corps énormes, fussent-ils pulvérulents comme on le prétendait. Cela en raison directe de sa richesse en métaux, en particulier en fer.

Le temps leur donna raison plus vite qu'eux-mêmes ne l'auraient attendu. Et il arriva cette chose singulière que la joie qu'ils éprouvaient à voir se réaliser leurs assertions scientifiques, la peur de l'avenir la leur gâchait.

Petit à petit de nombreux humains, surtout ceux qui n'étaient pas navigateurs de profession, se mirent à ressentir ce léger mal de cœur, ce vide et cette dépression que provoque chez les néophytes la brusque montée-descente de l'ascenseur. D'autres, ceux qui avaient voyagé en aéroplane, disaient que c'était comme l'effet d'une brusque descente en plané. La plupart parlaient d'une peste qui finirait par faire d'importants ravages; et les médecins, dans le doute, inventèrent des injections et des vaccins. Mais on comprit bientôt que ce n'était rien de tout cela.

À l'époque, moi, Marcos Prescott, je venais de donner ma promesse de mariage à Amanda, qui passait sa convalescence dans un hôtel agréable élevé au milieu de plusieurs hectares arborés. J'étais en congé de la compagnie Des ailes pour l'Homme, une usine d'appareils mécaniques qui, pliés, tenaient dans une valise, et qui permettaient de réaliser, avec douceur et sans grand fracas, des vols semblables à des sauts qui transformaient les hommes en

\***Santiago Dabove** (1889-1952) appartient à la génération des auteurs fantastiques argentins des années 1940-1950. Il est considéré comme l'un des précurseurs de la science-fiction en Amérique latine.

\*\***Hélène Quiniou** a traduit Adrian Johns, Katharine Park, Pedro Lemebel, Santiago Dabove, Marcus Rediker, Stuart Hall, Lorraine Daston et Peter Galison.



# LES MÉTAMORPHOSES DE L'INTELLECTUEL JUIF : LA FIN D'UN CYCLE

Si l'on peut dire, avec Yuri Slezkine, que les juifs ont préfiguré la globalisation capitaliste, Enzo Traverso nous rappelle qu'ils en ont aussi été les critiques les plus aigus. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le recul de l'antisémitisme et la fin du « judaïsme paria » ont signifié l'entrée dans une nouvelle époque de l'histoire de la pensée critique du monde occidental. C'est au décryptage de cette histoire et de ses développements actuels, et notamment de l'émergence inédite d'une intelligentsia juive néoconservatrice, qu'est consacré le présent essai.

Par **ENZO TRAVERSO** \*.

\* Enzo Traverso est professeur de science politique à l'université de Picardie d'Amiens. Il est notamment l'auteur de *L'Histoire déchirée. Essai sur Auschwitz et les intellectuels* (éditions du Cerf, 1997), *La Violence nazie. Une généalogie européenne* (La Fabrique, 2002) et de *L'Histoire comme champ de bataille. Interpréter les violences du xx<sup>e</sup> siècle* (La Découverte, 2011).

## Marginalité, critique et anticolonialisme

Dans un essai de jeunesse aussi célèbre que controversé, Karl Marx avait présenté le judaïsme comme une source de la modernité (et le capitalisme comme le résultat d'un monde « judaïsé »)<sup>1</sup>. C'est, dans ses grandes lignes, la thèse de l'historien américain (d'origine judéo-russe) Yuri Slezkine<sup>2</sup>. À ses yeux, la modernisation du monde coïncide avec sa judaïsation, à condition de définir les juifs non pas (ou pas seulement) comme une communauté religieuse, mais comme une minorité historiquement constituée autour de quelques traits majeurs aujourd'hui universellement partagés : le marché, la communication, la mobilité, la traversée des langues et des cultures, la spécialisation. Les juifs incarnaient l'économie marchande dès le Moyen-Âge et leurs banquiers géraient les affaires des cours européennes bien avant l'avènement du capital financier. Ils ont connu l'exil et appris à vivre en diaspora plusieurs siècles avant l'apparition du concept de globalisation dans notre lexique. Le commerce, la médecine, la loi, l'interprétation textuelle et la médiation culturelle ont toujours organisé leur existence. L'émancipation les a propulsés au centre de la modernité, comme une élite de « Mercuriens » (étrangers et mobiles, producteurs de concepts) dans un monde d'« Apolliniens » (guerriers et sédentaires, producteurs de biens). Bref, Slezkine procède à une vaste métaphorisation de l'histoire juive en soulignant le lien organique qui la rattache au monde moderne. Mais les juifs n'ont pas seulement préfiguré la globalisation capitaliste, car ils en ont été aussi les critiques les plus aigus, en inspirant et parfois même en dirigeant la plupart des mouvements révolutionnaires, tant intellectuels que politiques, des deux derniers siècles. Ils ont plus généralement incarné la modernité dans ses différentes dimensions, puisqu'ils en ont été à la fois les précurseurs, les critiques et les victimes : si le xx<sup>e</sup> siècle a été le « siècle juif », il l'a été aussi comme moment culminant de l'antisémitisme.

C'est surtout en Europe centrale et orientale, là où ils formaient des minorités très consistantes avant la Seconde Guerre mondiale, que les juifs vivaient en « étrangers » et en « marginaux ». L'émancipation avait provoqué dans un laps de temps extrêmement bref la dissolution de l'ancienne communauté religieuse repliée sur elle-même, en favorisant une vague extraordinaire de modernisation et d'assimilation culturelle. Sortis de la synagogue et séparés de la tradition tout en demeurant des « étrangers » dans un monde souvent hostile, les juifs ont incarné une « altérité » nettement perceptible quoique complexe, variée et donc difficile à définir : d'un côté, ils ont embrassé la cause du « progrès » ; de l'autre, ils ont été la cible privilégiée de la culture conservatrice. Dans leur essor, les nouveaux nationalismes ont perçu dans le cosmopolitisme juif leur ennemi naturel. De la *Berlinerstreit* à l'Affaire Dreyfus, de Heinrich von Treitschke à Édouard Drumont et Charles Maurras, les juifs ont été stigmatisés comme les représentants d'une modernité corruptrice et « dégénérée ». Suspendus entre la tradition perdue et une respectabilité niée, beaucoup d'intellectuels juifs sont devenus des hérétiques ou, selon la définition qu'en a donnée Isaac Deutscher, des « juifs non-juifs » (*non-Jewish Jews*)<sup>3</sup>. En tant que marginaux et étrangers, ils pouvaient échapper aux contraintes institutionnelles, politiques et culturelles — on pourrait presque dire « psychologiques » — découlant d'un contexte national dans lequel ils étaient insérés sans pour autant y « appartenir » complètement. Ce regard un peu décalé et inhabituel porté sur le monde à partir d'un observatoire marginal pouvait apparaître étrange, surprenant, mais il présentait aussi des avantages car il permettait de voir ce que d'autres — la majorité — ne voyaient pas. Au début du xx<sup>e</sup> siècle, Georg Simmel définissait l'« étranger » (« *Fremde* »), par opposition au simple voyageur, comme « *l'hôte qui reste* »<sup>4</sup> : une figure de l'altérité qui ne peut pas s'empêcher de confronter deux cultures, la sienne

# MY NAME IS MARCUSE, HERBERT MARCUSE

Dans une réinterprétation fulgurante de l'œuvre intellectuelle et politique d'Herbert Marcuse – théoricien de la « tolérance répressive » et gourou du marxisme hétérodoxe des années 1960 –, Tim B. Müller explore en filigrane les liens intellectuels complexes entre la théorie critique et les savoirs produits par les services secrets états-uniens pendant la guerre froide.

Par **THOMAS HIPPLER\***.

Pendant une décennie, Herbert Marcuse, l'une des stars intellectuelles des mouvements de contestation des années 1960, a travaillé comme analyste et expert pour différents services secrets états-uniens. Dans *Krieger und Gelehrte* (Guerriers et savants : Herbert Marcuse et les systèmes de pensée pendant la guerre froide), Tim Müller soutient que cette expérience, loin d'être le simple gagne-pain présenté par Marcuse lui-même et par ses biographes, a constitué la matrice intellectuelle à partir de laquelle Marcuse a bâti sa critique de la « répression » dans les « sociétés industrielles avancées ». Pour étayer cette thèse, Müller explore les liens entre l'Allemagne de Weimar, la culture intellectuelle de la guerre froide et la nouvelle gauche contestataire.

Militant spartakiste à Berlin après l'assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht en 1919, Marcuse a préparé à Fribourg une thèse d'habilitation sur Hegel sous la direction de Martin Heidegger, avant de quitter l'Allemagne en 1933 pour s'installer définitivement aux États-Unis. Les difficultés financières de l'Institut de recherche sociale dont il était un des membres éminents, qui avait été transféré de Francfort à New York, ont amené Marcuse à s'installer à Washington et à travailler pour différents services secrets états-uniens : l'Office of War Information, puis l'Office of Strategic Services (OSS), qui devint plus tard la CIA, et, enfin, le service d'analyses stratégiques du département d'État. À la fin de son parcours dans l'« *underground* bureaucratique », Marcuse élabora des analyses et des recommandations en matière de politique étrangère en tant que « *président par intérim en charge des opérations du Comité sur le communisme mondial* » (p. 140-169).

Marcuse n'était ni le seul immigré venu d'Allemagne ni le seul intellectuel de gauche à travailler pour l'OSS. Franz Neumann y préparait les procès de Nuremberg, la dénazification et la rééducation de l'Allemagne. Otto Kirchheimer – juif, socialiste, inspirateur des analyses foucauldienne sur le pouvoir punitif et élève préféré de Carl Schmitt, qui fut son directeur de thèse – y côtoyait un groupe d'intellectuels issus de l'aile gauche du *New Deal*, dont l'économiste marxiste Paul Sweezy, le sociologue Barrington Moore

et l'historien et *gentleman rebel* Stuart Hughes (p. 31-186). Le but était de mettre en place un système de production de savoir – Müller parle d'un « *dispositif de gouvernementalité libérale* » (p. 515) – capable de se corriger lui-même en permanence et d'intégrer des voix dissidentes. L'objectif était de produire un savoir sur l'adversaire – le nazisme puis le communisme – permettant des actions de « guerre psychologique » dont Franz Neumann avait esquissé le programme politique et intellectuel dans sa préface à son *Béhémoth de 1942* : « *Il faut écourter la guerre en divisant l'Allemagne et en détachant la grande masse du peuple du national-socialisme. C'est là la tâche de la guerre psychologique, qu'on ne peut dissocier des politiques intérieures et étrangères des adversaires de l'Allemagne. La guerre psychologique ne relève pas de la propagande, mais de la politique. Elle consiste à montrer au peuple allemand que la supériorité militaire peut être réalisée par une démocratie qui ne revendique pas la perfection, et reconnaît au contraire ses imperfections, sans se dérober à la tâche longue et ardue qui permet de les surmonter*<sup>1</sup>. »

Après 1945, les intellectuels de l'OSS, reclassés au département d'État après la fondation de la CIA, mirent en œuvre ce programme dans le contexte de la guerre froide. Leur approche avait pour visée fondamentale l'acquisition d'une connaissance et d'une compréhension intimes du système adverse, ce qui présupposait de ne pas le considérer comme un bloc monolithique, mais au contraire d'en saisir les contradictions internes, susceptibles de donner prise à une action stratégique. « La théorie du totalitarisme » et le spectre d'une conspiration communiste mondiale qu'agitait le maccarthysme ne jouaient donc à peu près aucun rôle dans les appareils politico-savants de Washington. De plus, ces analyses du communisme restaient également fidèles à l'injonction qui liait la guerre psychologique de Neumann à l'héritage du *New Deal* : sur le « front intérieur », la guerre froide impliquait l'autocritique de la démocratie occidentale et le déploiement de l'État-providence. L'engagement contre le « totalitarisme » nazi et soviétique allait de pair avec une critique de la civilisation moderne et le développement de la

## À PROPOS DE

**Tim B. Müller**, *Krieger und Gelehrte. Herbert Marcuse und die Denksysteme im Kalten Krieg*, Hambourg, Hamburger Edition, 2010, 736 p., 35 €.

**Tim B. Müller** a fait des études d'histoire et de philosophie à Heidelberg, Cornell et Berlin. Chargé de recherche à l'Institut de recherche sociale de Hambourg, il travaille sur l'histoire sociale de la guerre froide.

\***Thomas Hippler** enseigne à Sciences Po Lyon et est membre du comité de rédaction de la *RdL*. Il a notamment publié *Soldats et citoyens. Naissance du service militaire* (PUF, 2006).

---

Marcuse n'était ni le seul immigré venu d'Allemagne ni le seul intellectuel de gauche à travailler pour l'OSS.

---





# HOMONATIONALISME ET IMPÉRIALISME SEXUEL : QUAND LES HOMOS CHANGENT DE DRAPEAU

## À PROPOS DE

Jasbir K. Puar, *Terrorist Assemblages: Homonationalism in Queer Times*, Durham, Duke University Press, 2007, 368 p., 24,95 \$.

Jasbir K. Puar est professeure au département de Women's & Gender Studies de l'université de Rutgers. Ses recherches visent à articuler les questions relatives au genre et aux sexualités avec une perspective post-coloniale.

\* Clémence Garrot est militante féministe, militante de la lutte contre le sida et membre de l'équipe d'Éditions Amsterdam et du collectif éditorial de la RDL.

\*\* Oury Goldman est étudiant en histoire à l'ENS de Lyon. Ses recherches portent sur la transition entre Moyen-Âge et Renaissance en Europe. Il est membre du collectif éditorial de la RDL.

Dans le monde de l'après 11 Septembre, l'idéologie du « choc des civilisations » se combine à celle d'un « choc des sexualités ». Nous aurions d'un côté le monde occidental, tolérant et libéral, et de l'autre le monde musulman, sexiste et homophobe. Aux USA, une partie non négligeable du mouvement gay, en quête d'intégration et de respectabilité, s'est engagée sur la voie d'une normalisation « homonationaliste » et soutient les guerres « contre le terrorisme ». C'est à l'analyse de cette intrication complexe entre politique des sexualités et projets impérialistes occidentaux qu'est consacré *Terrorist Assemblages* de Jasbir K. Puar, dont Clémence Garrot et Oury Goldman nous proposent ici une lecture située : les questions soulevées aux USA par Puar ont leurs pendants en France et en Europe... **PAR CLÉMENCE GARROT\* ET OURY GOLDMAN\*\***

Le livre de Jasbir Puar trouve sa place dans un contexte nouveau pour les *queers*<sup>1</sup> occidentaux, caractérisé depuis les années 1990 par l'évolution de l'épidémie du VIH/sida, l'entrée progressive dans la légalité des sexualités, unions et parentalités homosexuelles, la plus grande visibilité des gays et lesbiennes, mais également par la montée de mouvements gays de droite et le développement d'un consumérisme et d'un tourisme gays. Par ailleurs, depuis le début des années 2000, aux États-Unis et dans le monde, le contexte politique est tributaire des conséquences du 11 Septembre : de la guerre de Bush contre « l'Axe du Mal » à son impact sur les populations (perçues comme) musulmanes, cibles de discriminations et surtout de lois sécuritaires antiterroristes dont elles sont les premières victimes.

*Terrorist Assemblages* s'attache à cerner le lien entre ces deux dimensions – la normalisation des identités non hétérosexuelles et la reconfiguration de l'impérialisme – qui sont loin d'être autonomes, ou même simplement parallèles. L'auteure s'appuie sur un corpus de références théoriques (Butler, Foucault, Mbembé, Agamben, Chow) et s'efforce de l'articuler à des cas concrets comme la montée d'un nationalisme gay (qu'elle qualifie d'« homonationalisme » ou de « nationalisme homonormatif ») dans les États-Unis de l'après 11 Septembre ; les tortures perpétrées à Abou Ghraïb ; la dépénalisation de la sodomie aux États-Unis en 2003 ou encore la question du turban « sikh ». Jasbir Puar interroge le traitement concret du corps dans ces politiques en le rattachant aux concepts forgés par Foucault de « biopolitique » et de « société de contrôle ». L'émergence de l'« homonormativité » déplace en effet le corps *queer* : de corps promis à la mort (VIH), il devient un corps intégré dans

le cadre « hétéronormé » de valorisation de la vie (adoption, mariage, etc.), tandis que le corps « terroriste » est soumis au contrôle et promis à la destruction et à l'humiliation (Abou Ghraïb).

Si l'espoir de trouver dans le livre de Jasbir Puar de grandes lignes théoriques ou des orientations pratiques risque d'être déçu, la fécondité d'un tel texte se dégage, au-delà de son aspect parfois fragmentaire ou répétitif, du fil qui relie chacune de ses analyses incisives. Le propos de *Terrorist Assemblages* se développe en effet autour de très nombreux « instantanés » ou arrêts sur image : de la Journée internationale de lutte contre les violences homophobes en Iran organisée par l'Idaho (Paris) et OutRage! (Londres) en 2006 aux tortures à Abou Ghraïb en passant par l'arrêt *Lawrence & Garner vs. Texas*, qui a dépénalisé la sodomie aux États-Unis en 2003.

## La tentation homonationaliste

En rapprochant ces instantanés et en dégageant leur sous-texte, Puar montre que certaines « coïncidences » sont en fait tout sauf accidentelles – comme le développement parallèle de l'internationalisme des luttes contre l'homophobie et la préparation de la guerre en Afghanistan puis en Irak. Elle retrace ainsi l'émergence d'une complicité entre les États impérialistes/racistes et une partie des gays et lesbiennes, qu'elle qualifie d'« homonationalistes ». Elle commence par décrire les dévoiements – triste évidence pour qui les a suivis – d'une partie du féminisme états-uniens, avec son « discours missionnaire visant à sauver les femmes musulmanes de leurs confrères masculins » (p. 5), et d'une grande partie du mouvement féministe occidental en croisade contre un sexisme toujours supposé sévir « ailleurs » (ou



# LA POLITIQUE DES SCIENCE STUDIES

Les *science studies* sont un des domaines les plus dynamiques des sciences sociales : elles ont non seulement contribué à poser des questions-clés sur le monde contemporain et la place des sciences et des techniques en son sein, mais elles constituent aussi un des lieux privilégiés de la réflexivité des sciences sociales. On trouvera ici un point de vue engagé sur les débats qui traversent ce champ de recherche. Par **DOMINIQUE PESTRE\***.

\* **Dominique Pestre** est historien de formation. Spécialiste d'histoire des sciences, il travaille actuellement sur les régimes de production et de régulation des technosciences sur les modes d'existence des sciences en société. Il est l'auteur de *Science, argent et politique* (INRA, 2003), *Introduction aux science studies* (La Découverte, 2006), et co-auteur de *Les Sciences pour la guerre, 1940-1960* (EHESS, 2004).

Les *science studies* constituent un vaste domaine de réflexion sur les pratiques scientifiques, les « offres » techno-scientifiques, ainsi que sur la manière dont elles affectent le social et dont elles sont régulées. De David Bloor, fondateur de ces études, à Bruno Latour et à son idée de « *seconde symétrie*<sup>1</sup> », les débats en leur sein sur ces questions à la fois épistémologiques, ontologiques et politiques n'ont jamais cessé.

## Une question épistémologique

Les débats dans les études sur les sciences se présentent d'abord comme des débats sur l'*épistémologie* des sciences sociales en général et de la sociologie en particulier. Ce premier débat se structure autour de deux grands paradigmes. D'un côté se trouve l'injonction latourienne de mettre sur le même plan tous les « actants », les humains comme les non-humains. De l'autre, l'idée que, même si par exemple les bactéries font partie de nos vies, la manière dont les humains arrangent leurs relations soulève des problèmes spécifiques. On postule d'un côté une *irréduction* de la pensée et de l'action aux états sociaux – autrement dit que l'on ne peut réduire un énoncé de savoir à l'origine sociale de son producteur – ; de l'autre, on admet que les identités et les situations sociales ne sont pas sans conséquences sur ce qui est dit, ni sur la manière dont les problèmes sont pris et traités. Les premiers font plutôt une apologie des réseaux et de la capacité d'innovation des acteurs, tandis que les seconds proposent une description plus « froide » de l'ordinaire des relations de pouvoir instituées. Entre ces deux positions, dans une tradition proche d'Antonio Negri, on trouve les avocats des « multitudes » et du « *bottom-up* » politique – pensons à Yves Citton ou à Maurizio Lazzarato – qui s'appuient sur Bruno Latour et Gabriel Tarde pour construire une pensée politique neuve et radicale.

Dans le premier cadrage, le monde est constitué d'*actants en interaction*, d'humains, de microbes et de dispositifs qui s'hybrident et co-construisent des univers susceptibles d'une grande réversibilité. Le monde – le « plurivers » dit Bruno Latour – apparaît comme infiniment malléable, à la fois très ouvert et susceptible de transformations et

d'adaptations constantes. Cette approche a l'avantage d'être attachée au grain des choses, de montrer, « au ras du sol », comment les acteurs font sens de leur vie et choisissent d'agir et de réagir.

En contraste à cette épistémologie sociale, d'autres ont toujours défendu des positions insistant sur les limites de ces recompositions. Ils prennent pour point de départ l'existence d'inégalités structurelles dans toute société, de logiques concurrentes – par exemple entre les « systèmes économiques » et les logiques dialogiques. L'argent est le médium des relations marchandes et productives, dit Habermas, et cela définit leur mode d'action – alors que le devoir de justification règle l'espace public. Pour eux, il n'y a pas *une* logique d'interaction, mais plusieurs, dotées de normes différentes, et l'on ne peut faire l'économie d'une analyse différenciée des phénomènes.

Ce débat est bien sûr ancien dans les sciences sociales, et chaque postulation a ses raisons d'être. Il est certain que les humains ne sont pas des « *drogués culturels* », comme le dit Garfinkel – sociologue, figure de l'ethnométhodologie –, qu'ils ne sont pas « déterminés » de l'extérieur par leur « état social » – qu'ils ont de l'*agency*, une puissance ou capacité d'agir. Ceci n'implique toutefois pas que le monde social n'est pas contraignant et asymétrique. Les acteurs ne sont pas égaux face à la capacité de faire ou de défaire les mondes, et il existe des formes délibérées de gouvernement qui permettent à certains de (mieux) conduire la conduite des autres.

Mon sentiment est qu'il faut accepter cette variété épistémique, qu'il n'est aucun point de vue de Sirius, pas de posture à partir de laquelle on pourrait tout tenir et comprendre. Toute compréhension est partielle et partielle, y compris dans les sciences les plus dures – et il faut apprendre à alterner, à varier ses cadrages en fonction des questions posées. Par exemple, l'idée que Tarde nous propose quelque chose d'intéressant lorsqu'il suggère de prendre l'univers social comme un tissu fait de « *monades* », « *un tissu d'actions interspirituels* » desquelles jaillissent « *de réelles nouveautés impossibles à prévoir* », est importante. Cela n'implique toutefois pas que Durkheim (ou Mauss, Halbwachs et d'autres) ne disent rien d'intéressant

Les mots « *agency* » (capacité, ou puissance d'agir) et « *empowerment* » (encapacitation, ou empoussancement) sont-ils des *buzz words* savants, des mots à la mode dont viendraient se parer des disciplines universitaires en mal d'innovation, des concepts chics qui viendraient agrémenter des discours sans cela creux ou banals, ou, pire, homogènes à l'idéologie néolibérale qui se présente comme une politique d'*empowerment* et prétend faire de chaque individu « l'entrepreneur de soi-même » – ou permettent-ils de nommer un ensemble de *problèmes* fondamentaux qui se posent aux sciences sociales et aux politiques d'émancipation aujourd'hui ?

Par **JÉRÔME VIDAL\***.

Jérôme Vidal est éditeur (Éditions Amsterdam), membre du comité de rédaction de la revue *Mouvements* et directeur de publication de la *RdL*.

---

Un certain nombre  
de transformations dans  
la fabrique de nos sociétés,  
ainsi que l'entrée en crise  
du mouvement ouvrier,  
ont imposé avec  
une évidence nouvelle  
la question de l'*agency*.

---

1. La centralité du mot *agency* dans les sciences sociales est une relative nouveauté. Raymond Williams, l'un des fondateurs des *cultural studies*, un des champs de recherche qui ont le plus contribué à l'émergence des questions que le terme subsume, ne le mentionne pas dans son célèbre *Keywords* de 1976. L'emploi du mot *agency* a considérablement augmenté depuis les années 1980 chez des auteurs et dans des champs de recherche variés, d'abord dans le monde anglophone, puis dans le monde francophone.

La question de l'*agency* n'est pourtant pas nouvelle. Elle est au cœur du système de Spinoza (1632-1677), qui est tout entier l'expression d'une pensée de la *potentia agendi*, ou puissance d'agir, des individus et des collectifs humains et non-humains. Chez lui, déjà, le problème est indissociablement scientifique (et renvoie à notre connaissance des déterminismes) et politique (et renvoie à la question de l'émancipation et de la liberté). La question a aussi une place centrale dans la tradition pragmatiste, notamment chez William James (1848-1910). On se reportera par exemple à *La Volonté de croire* de ce dernier, qui analyse le désir, la croyance et la confiance en tant que conditions du déploiement de notre puissance d'agir. Plus près de nous, des auteurs comme Pierre Bourdieu, Gilles Deleuze et Michel Foucault peuvent être considérés comme des penseurs de l'*agency* – tous entretiennent d'ailleurs un lien fort à la pensée de Spinoza.

La nouveauté de la question de l'*agency* ne réside donc pas dans la question elle-même, mais dans sa nomination. Nous avons éprouvé le besoin de désigner d'un terme unique un ensemble de problématiques particulières, chez différents auteurs, pour marquer l'existence d'un questionnement sous-jacent commun. Comment comprendre ce besoin ? Sans doute un certain nombre de transformations dans la fabrique de nos sociétés, ainsi que l'entrée en crise du mouvement ouvrier, ont imposé cette question avec une évidence nouvelle.

2. Incontestablement, certains des promoteurs exaltés du mot *agency* ont tendance à voir de l'*agency* partout et à louer la puissance d'agir et

d'invention qui permettrait aux dominés et aux subalternes, à travers chacun de leurs actes, de défaire la domination et de se faire un monde conforme à leur désir – au risque de nier la réalité des rapports de domination. Mais les formulations les plus fortes de la question de l'*agency* cherchent au contraire à éviter d'opposer *agency* et structures – tout en critiquant la tenace tradition misérabiliste en sciences sociales qui veut que les « dominés » ne pensent et n'agissent pas, qu'ils soient voués à la passivité et à la soumission.

Il s'agit d'éviter plusieurs antinomies – notamment entre perspectives « micro » et « macro », individualisme et « holisme », autonomie et socialisation – pour saisir la *coproduction* des structures sociales et de l'*agency*. *La Constitution de la société. Éléments de la théorie de la structuration* (1984) d'Anthony Giddens, un des textes canoniques sur le sujet, représente un cas paradigmatique de cet effort. Selon Giddens, nos actions sont rendues possibles et sont fortement conditionnées par les structures sociales produites et reproduites par nos actions, et, dans certaines circonstances, nos actions peuvent s'écarter des normes établies et entraîner la transformation des structures sociales. L'affirmation de Judith Butler, dans *Trouble dans le genre* (1990), selon laquelle les normes sociales ne subsistent pas par elles-mêmes, mais doivent constamment être « performées », introduisant ainsi la possibilité d'un décalage transformateur entre la norme et sa répétition, est dans la droite ligne de cette approche. Bien qu'il insiste plus volontiers sur la capacité des structures à se reproduire, on trouve aussi, dispersées à travers l'œuvre de Pierre Bourdieu, des réflexions similaires sur la discordance entre les *habitus* et les situations dans lesquelles interviennent les individus. Mais l'intérêt des pensées de l'*agency* n'est pas d'apporter une belle et simple solution théorique à des contradictions jugées factices. La chose est entendue : les formulations les plus « dures » de l'individualisme méthodologique, aussi bien que des approches structuralistes et holistes, ne tiennent pas la route. L'intérêt des pensées de l'*agency* est plutôt de permettre de mieux poser certains *problèmes*, de mieux en prendre la mesure.



# WANG HUI ET LA « NOUVELLE GAUCHE » CHINOISE

La Chine de Mao fut au xx<sup>e</sup> siècle l'une des principales sources d'inspiration de la gauche révolutionnaire mondiale. Si le tournant capitaliste qu'elle amorce à la fin des années 1970 sous la houlette de Deng Xiaoping a mis un terme à l'influence qu'elle exerça aux quatre coins de la planète, elle n'en continue pas moins à produire des idées et des formes politiques novatrices. C'est ce que démontre la « nouvelle gauche » chinoise apparue dans les années 1990, et en particulier l'œuvre de Wang Hui, l'une de ses figures de proue. Par **RAZMIG KEUCHEYAN\***.

\* Razmig Keucheyan est maître de conférences en sociologie à l'université de Paris-Sorbonne (Paris IV). Il est l'auteur de *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques* (Zones/La Découverte, 2010). Il prépare une anthologie des *Cahiers de prison* d'Antonio Gramsci, à paraître début 2012 aux éditions La Fabrique.

Tian'anmen fut en un sens le premier événement altermondialiste.

Né en 1959, Wang Hui est à l'origine un spécialiste de littérature. Il est l'auteur d'une thèse consacrée à l'écrivain Lu Xun (1881-1936), l'un des inspirateurs de la nouvelle gauche, proche en son temps du mouvement communiste et dont Mao lui-même admirait les écrits. Wang Hui a pris une part active aux événements de Tian'anmen de 1989, et fut envoyé pendant un an en camp de « rééducation » dans une province de l'intérieur du pays lors de la répression qui s'ensuivit<sup>1</sup>. Il effectue ensuite un séjour de recherche aux États-Unis, comme nombre d'intellectuels chinois de sa génération, prélude à une internationalisation de sa trajectoire et de ses idées qui ira en s'intensifiant, et qui fera de lui l'un des représentants « officiels » de la nouvelle gauche en Occident. Tout en continuant à écrire sur la littérature, Wang Hui se consacre de plus en plus à l'histoire des idées et à la théorie sociale. Il est ainsi l'auteur d'une monumentale *Émergence de la pensée chinoise moderne* en quatre volumes<sup>2</sup> – non traduite en français à ce jour.

De 1996 à 2007, Wang Hui assure avec le sociologue Huang Ping la direction de la revue *Dushu* (« Lire »), dont la diffusion s'élève à plus de 100 000 lecteurs, et qui est l'un des hauts lieux du débat politique, économique et culturel de l'époque. Cette revue avait été fondée en 1979 sur la base du mot d'ordre : « Pas de zone interdite dans le domaine de la lecture ». L'influence grandissante de *Dushu* conduisit sa maison editrice, sous la pression probable des autorités, à démettre ses deux directeurs de leur fonction en 2007. En 1997, Wang publie un article retentissant, intitulé « Contemporary Chinese Thought and the Question of Modernity », traduit en anglais l'année suivante par la revue *Social Text* (Wang Hui, « Contemporary Chinese Thought and the Question of Modernity », in *Social Text*, 55, été 1998). Il y propose une subtile mise en rapport de l'histoire sociale et de l'histoire intellectuelle de la Chine des années 1980 et 1990. En compagnie du Japonais Kojin Karatani et du Sud-Coréen Paik-Nak Chung notamment, Wang Hui est aujourd'hui l'un des penseurs critiques asiatiques les plus féconds.

La « nouvelle gauche chinoise » n'est pas un bloc homogène. À l'origine, « nouvelle gauche » est un qualificatif mis en circulation par ses détracteurs, qui accusent ses représentants – notamment Wang Hui, Wang Shaoguang, Cui Zhiyuan, Wang Xiaoming, Gan Yang et Qian Liqun – de vouloir ramener la Chine aux temps de la Révolution culturelle. Trois éléments au moins réunissent les tenants de la nouvelle gauche.

D'abord, ceux-ci soumettent à la critique de manière conjointe le néolibéralisme et l'autoritarisme de l'État chinois. Les libéraux chinois, très puissants depuis les années 1980 (et les « nouvelles Lumières » faisant suite à l'ouverture du pays par Deng), critiquent l'absence de libertés publiques dans le pays, mais approuvent les réformes néolibérales. Ils suggèrent simplement d'étendre le libéralisme économique au champ politique<sup>3</sup>. La nouvelle gauche s'oppose à cette conception. À ses yeux, l'autoritarisme fait système avec les réformes néolibérales. Ces réformes ne sont du reste nullement la conséquence de libertés accrues en matière économique, dues au retrait de l'État et à l'émergence d'une société civile autonome. Elles ont été mises en œuvre de façon autoritaire par l'État.

La nouvelle gauche dénonce le fétichisme de la croissance et la téléologie de la « modernisation » qui règnent en Chine, et les effets sociaux et écologiques désastreux qui en découlent : creusement des inégalités entre classes sociales, entre ville et campagne et entre hommes et femmes, privatisation massive des entreprises publiques, conditions de vie effroyables des « migrants intérieurs », marchandisation de la culture... L'espace politique qu'elle occupe correspond à certains égards à celui qu'occupait la social-démocratie européenne au cours du xx<sup>e</sup> siècle. Un exemple de mesure qu'elle préconise est l'instauration en Chine d'une sécurité sociale du type de celle que l'on trouve dans les états-providence occidentaux depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Une deuxième caractéristique de la nouvelle gauche est étroitement liée à la première. Pour ses représentants, la tradition révolutionnaire chinoise

# LA QUERELLE DU « NÉO-EXTRACTIVISME » EN AMÉRIQUE LATINE

Le « néo-extractivisme », un modèle de développement censé renouveler les anciennes politiques d'extraction-exportation de matières premières, est au cœur des débats en Amérique latine. Mais quel est ce « nouveau modèle » et a-t-il réussi à changer la donne des politiques de développement ? Nous verrons que ce débat met en question les politiques mises en œuvre par les gouvernements de centre-gauche comme ceux de Lula et Kirchner (respectivement au Brésil et en Argentine), ou même aux accents socialistes comme en Bolivie, au Venezuela ou en Équateur. Par **MARION DUVAL** \*.

Les différents gouvernements « progressistes », de gauche ou de centre-gauche, qui ont accédé au pouvoir dans la plupart des pays d'Amérique latine au cours des années 2000 partagent de grandes lignes directrices, notamment dans les domaines économiques et sociaux, et font de la lutte contre la pauvreté l'un de leurs objectifs centraux. En liant leurs programmes sociaux à la manne obtenue par les politiques d'extraction de matières premières, ces gouvernements ont tendance à renforcer des politiques « extractivistes » qui leur préexistaient. Sur le fond, ils continuent à faire le choix d'un modèle de développement économique et social fondé sur l'appropriation des ressources naturelles et sur une économie orientée vers l'exportation.

Il existe pourtant des différences notables entre le modèle précédent et l'actuel, qualifié de « néo-extractiviste ». Ce dernier implique une plus grande intervention de l'État, selon des modalités différentes en fonction des pays, mais avec un objectif commun : renforcer le contrôle national de l'exploitation des ressources naturelles et augmenter les revenus liés à cette exploitation pour l'État. Cette régulation peut passer par des changements fiscaux, avec la mise en place de systèmes de *royalties*, par des renégociations de contrats avec les entreprises, par des partenariats public-privé, voire par des nationalisations, comme celle des hydrocarbures par Evo Morales après son arrivée au pouvoir en Bolivie en 2006.

Se joue également ici un renversement du discours sur le développement extractiviste. Alors que la viabilité de ce modèle est très largement contestée au nom des effets pervers du dit « mal hollandais » (augmentation des inégalités et dépendance économique vis-à-vis de l'extérieur au détriment des populations locales et de l'industrialisation du pays, dégâts socio-environnementaux, etc.), le discours néo-extractiviste lui donne une nouvelle légitimité, en en faisant la base de la redistribution des richesses et la condition nécessaire à la lutte

contre la pauvreté. Les préoccupations de bien-être social et de souveraineté nationale, associées à une rhétorique du « développement » et du « progrès », n'ont ainsi pas aboli le système extractiviste, mais l'ont simplement réaménagé.

## Néo-extractivisme : l'avenir d'une illusion

Pourtant, certains critiques estiment largement illusoire<sup>1</sup>, voire destructrice, la promotion de ce modèle comme moteur de développement.

Au niveau économique, ce modèle, orienté essentiellement vers l'exportation, est accusé d'induire un gaspillage de richesses naturelles largement non renouvelables. Il engendre une dépendance technologique vis-à-vis des firmes multinationales et une dépendance économique vis-à-vis des fluctuations des cours mondiaux des matières premières. Si les prix élevés de ces dernières dans la conjoncture actuelle ont permis aux pays d'Amérique latine de surmonter la crise après 2008, la reprimarisation des économies, c'est-à-dire l'incitation à se retourner vers la production de matières premières non transformées, les rend très vulnérables à un éventuel retournement des marchés. Dans un contexte de mondialisation économique, ce modèle renforce aussi une division internationale du travail asymétrique entre les pays du Nord, qui préservent localement leurs ressources naturelles, et ceux du Sud.

Sur le plan environnemental, les mines à ciel ouvert, la surexploitation de gisements à faible concentration, l'agrobusiness ou encore l'extraction d'hydrocarbures impliquent le rejet de métaux lourds dans l'environnement, la pollution des sols et des nappes phréatiques, la déforestation et la destruction des paysages, des écosystèmes et de la biodiversité. En outre, cette production implique la création de déchets en très grande quantité, et est très gourmande en eau et en énergie.

Pour finir, au niveau social, ce modèle s'impose au détriment des populations locales, rurales et indigènes. La privatisation des sols, l'appropriation

Marion Duval est diplômée d'un Master 2 Politiques éditoriales de l'université de Paris 13. Elle est secrétaire de rédaction et membre du collectif éditorial de la *RdL*.



# L'INSOLENTE AUTONOMIE DES INDIGÈNES

Le Mouvement des Indigènes de la République (MIR), devenu Parti des Indigènes de la République (PIR) en 2010, a été créé dans la foulée de l'appel « Nous sommes les Indigènes de la République » lancé en janvier 2005. Cet appel jetait un pavé dans la mare en dénonçant sur un ton de rupture le caractère « colonial » de la République, non seulement dans son histoire, mais également dans le traitement actuel des populations héritières de l'oppression coloniale, qualifiés d'« indigènes ». Il en appelait en outre à l'émergence d'une dynamique politique autonome de ces populations. C'est l'un des points qui lui a valu les attaques les plus violentes et les critiques les plus acerbes. Par **LAURENT LÉVY\***.

L'idée de base de l'autonomie est assez simple : dans une société marquée par un système de domination, les dominés ne peuvent prétendre exprimer leur voix propre qu'en s'organisant à l'abri de ce système, à l'abri des dominants. C'est ainsi que le mouvement féministe a de longue date théorisé et mis en pratique le principe d'organisations « non-mixtes ».

## Autonomie et représentation politique

Les mouvements de l'immigration ont toujours travaillé plus ou moins en autonomie, menant le plus souvent leurs luttes dans l'indifférence plus ou moins bienveillante de la gauche ou de l'extrême-gauche blanche qui, quand elle s'intéressait à eux, était facilement soupçonnée de logiques de récupération, ou de clientélisme. Si les Indigènes s'en démarquent, c'est en ce qu'ils ont réagi à une autonomie de fait en théorisant une autonomie de principe.

La mise en évidence de l'ambivalence persistante entre l'injonction « républicaine » à s'intégrer et le maintien institutionnalisé et systémique de la hiérarchie raciale, jusque dans les mouvements politiques, suggérait que, structurellement, les Blancs étaient inclus et les indigènes exclus de ce que ceux-ci définissaient dès lors comme le champ politique blanc.

Le PIR s'est cependant rapidement retrouvé confronté aux effets d'un impensé qui avait déjà été celui des partis ouvriers classiques : le parti des Indigènes n'est-il pas tout aussi impossible que le parti de la classe ouvrière ? Il convient néanmoins de considérer les difficultés rencontrées par le PIR au regard de l'écho rencontré en son temps par l'Appel des Indigènes lui-même.

Si le plus spectaculaire avait alors été l'indignation soulevée dans le microcosme médiatico-politique, tant à droite qu'à gauche ou à l'extrême gauche<sup>1</sup>, l'enthousiasme avec lequel il avait été entendu par celles et ceux à qui il s'adressait était sans doute son impact immédiat le plus remarquable. Il disait à voix haute et sans souci diplomatique, avec un sens certain de la provocation, ce que beaucoup ressentait plus ou moins clairement, mais qui ne pouvait

pas, jusque-là, se dire publiquement. Cela s'était entre autres traduit, outre par la signature massive de l'Appel, par des débats passionnés réunissant des centaines de participants libérant leur parole et par le succès incontestable de la première « Marche des Indigènes de la République », le 8 mai 2005, qui avait mobilisé plusieurs milliers de manifestants. La création du MIR, puis du PIR, visait à transformer cet essai. Le projet initial était d'abord d'imposer la question coloniale dans le débat public, par la convocation des « Assises de l'anticolonialisme postcolonial ». La création d'un mouvement autonome devait suivre. Mais l'Appel lui-même avait imposé ce débat. Or, le fait est notable, le MIR et le PIR se sont constitués sur une base militante bien plus étroite que celle que pouvait laisser attendre l'écho de l'Appel.

Il convient de souligner un paradoxe : le grand bruit suscité par l'Appel des Indigènes s'est mué, dans le débat public, par un assourdissant silence autour du PIR, de son activité comme de ses productions théoriques et littéraires – en particulier, pour ne mentionner qu'eux, les deux livres de son principal idéologue, Sadri Khiari, *Pour une politique de la racaille* (Textuel, 2006) et *La Contre-Révolution coloniale en France* (La Fabrique, 2009). Les thématiques de l'Appel agitent certes toujours le débat public ; mais comme le souligne Houria Bouteldja, porte-parole de ce parti, il s'est constitué comme un mur entre les productions d'intellectuels blancs, comme Pascal Blanchard, Esther Benbassa, Éric Fassin et Didier Fassin, et celles des Indigènes eux-mêmes<sup>2</sup>. Si ces derniers ont contribué à l'irruption des études postcoloniales en France, ce courant est resté depuis largement limité aux sphères académiques, pour lesquelles les Indigènes n'ont pas même – en tout cas en France – joué le rôle d'objet d'étude, et moins encore d'interlocuteurs.

## La question des alliances

À l'évidence, ce paradoxe s'enracine dans ce que le PIR s'attache justement à combattre et à dénoncer : la domination systémique dont les non-Blancs, les héritiers involontaires de la colonisation, les

\* Laurent Lévy est l'auteur de *Le Spectre du communautarisme* (Éditions Amsterdam, 2005) et de *La « Gauche », les Noirs et les Arabes* (La Fabrique, 2010). Il est membre du comité de rédaction de la RDL.

# L'ÉTERNELLE GENÈSE DE VIEUX RÊVES QUI BOUGENT

En quoi consiste la « vie littéraire » ? Deux travaux universitaires récents – de natures diverses quoique portant tous deux sur la littérature narrative du XVIII<sup>e</sup> siècle – permettent de mieux comprendre comment vit un texte, et comment les rêves éveillés de la littérature nous aident à vivre. Par **YVES CITTON** \*.

Jan Herman, enseignant à l'université de Louvain qui travaille depuis des années sur la façon dont l'époque des Lumières a structuré les enjeux de la fiction, publie un livre-somme, quoique relativement bref, intitulé *Le Récit génétique au XVIII<sup>e</sup> siècle*. Il y soutient que, depuis le *Phèdre* de Platon et le mythe de l'invention de l'écriture par Toth, « le discours écrit apparaît comme un enfant coupé de son "générateur" » (p. 6). On sait de quelle bouche sortent les paroles orales, mais les écrits volent au vent, comme des « enfants trouvés », coupés de leur père et de son autorité, toujours en quête d'une légitimité qu'ils ne pourront acquérir que par des voies détournées. Après avoir abondamment travaillé sur l'analyse des discours préfaciels ainsi que sur le topos du « manuscrit trouvé », qui emblématise pour le livre ce statut dépourvu d'autorité et de légitimité, Jan Herman pose ici une question plus générale : alors que le genre romanesque est en train de prendre sa forme moderne, par quelles procédures l'autoconstitution

perdus ou des manuscrits trouvés. La première chose que nous dit le récit, pour peu qu'on prête attention à son filigrane, c'est sans doute : *Je ne suis pas le récit* (pas le vrai, pas le premier, pas le seul : *pas l'original*).

Les auteurs de l'époque aiment à se cacher derrière des paquets de lettres « réelles » qu'ils ont « découvertes » par hasard et jugent bon de « donner au public » (non sans y retrancher celles qui sont les plus fautes par le style ou les plus redondantes par le contenu). Jan Herman avait analysé ailleurs comment, à travers de tels procédés préfaciels, les fictions romanesques font un double geste apparemment contradictoire, mais en fait complémentaire. D'une part, elles essaient d'accréditer leur origine dans la réalité « vraie » en niant leur nature fictionnelle : ceci n'est pas un roman, mais un échange de lettres « réelles », entre des amants « réels » (dont moi, l'éditeur, je ne fais que corriger le style). D'autre part, au-delà de ce processus purement conventionnel et facilement identifié comme tel, le roman négocie

---

*En disant Je ne suis pas un roman, la fiction montre certes son masque du doigt, mais elle invite aussi à réfléchir à ses pouvoirs propres en tant que fiction.*

---

du roman comme genre est-elle relayée par l'autoconstitution du récit comme fiction ? C'est bien ce double mouvement de genèse que décrit *Le Récit génétique*, en développant à la fois un cadre théorique destiné à penser cette émergence autoconstituée et des études ponctuelles de textes emblématiques.

## Enfants trouvés en filigrane des fictions

Pour aider à saisir les récits dans leur genèse, Jan Herman n'invite pas tant le lecteur à lire entre les lignes qu'à repérer le filigrane du texte, à savoir « l'inscription dans le texte de ses états antérieurs », « l'image que le texte nous donne de lui-même, par transparence, et qui pourrait nous reconduire à l'endroit où le récit a été conçu, à sa première version » (p. 36). Comme le démontrent ses fines analyses des ouvrages de M<sup>me</sup> de Villedieu, Robert Challe, Marivaux, Prévost, Françoise de Graffigny, Marie-Jeanne Riccoboni, Laclos ou Potocki, la plupart des romans de l'époque mettent (plus ou moins discrètement, mais toujours très richement) en scène des premières versions, des récits recueillis, des lettres

progressivement sa légitimité comme genre : à travers la fiction (même celle qui avoue que « toute coïncidence avec des personnages existants serait purement involontaire »), c'est bien notre réalité historique qui se dévoile à elle-même, qui se dénonce, qui s'investit de sens, de passions et parfois d'espoirs de transformations révolutionnaires<sup>1</sup>. En disant *Je ne suis pas un roman*, la fiction montre certes son masque du doigt, mais elle invite aussi, par là même, à réfléchir à ses pouvoirs propres en tant que fiction.

## L'autogenèse de la vérité romanesque

Ce que le filigrane donne à voir, c'est donc la genèse du récit que nous avons entre les mains. Jan Herman propose d'appeler *récit génétique* « l'histoire du devenir-livre, lisible en filigrane d'un matériau textuel » (p. 46). Accommoder son regard à la dimension génétique du récit fait que celui-ci « n'apparaît plus comme un monde narré, mais comme un monde narrant, qui multiplie et intègre les gestes narratifs »<sup>2</sup>. Or, dès que l'on adopte ce type de lecture, on voit que l'enfant trouvé passe son temps à s'inventer une

## À PROPOS DE

Jan Herman, *Le Récit génétique au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Oxford, Voltaire Foundation, 2009, 258 p., 74 €.

## ET DE

Thomas-Simon Gueullette, *Contes*, édition critique établie sous la direction de Jean-François Perrin, Paris, Honoré Champion, 2010, 3 volumes, 2 389 p., 370 €.

Thomas-Simon Gueullette (1683-1766) exerçait des fonctions de magistrat en même temps qu'il écrivait des recueils de contes, de brèves pièces théâtrales comiques dans le genre de la parade, traduisait et éditait des textes littéraires étrangers ou passés. Quoique ses œuvres aient été traduites dans de nombreuses langues et largement diffusées aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, il est resté largement dans l'ombre de l'histoire littéraire française jusqu'à ce jour.

Jan Herman est professeur de littérature française à l'université de Louvain, où il dirige le Centre de recherches sur le roman du XVIII<sup>e</sup> siècle. Parmi de nombreux ouvrages collectifs, il a publié *Le Roman véritable : stratégies préfacielles au XVIII<sup>e</sup> siècle* (Voltaire Foundation, 2008) et, seul, *Le Mensonge romanesque : paramètres pour l'étude du roman épistolaire en France* (Leuven University Press, 1989).

\*Yves Citton est professeur de littérature française du XVIII<sup>e</sup> siècle à l'université de Grenoble 3 et membre de l'Umr LIRE (CNRS 5611). Il a récemment publié, aux Éditions Amsterdam, *Zazirocratie. Très curieuse introduction à la biopolitique et à la critique de la croissance*. (2011), *Mythocratie. Storytelling et imaginaire de gauche* (2010), *Lire, interpréter, actualiser. Pourquoi les études littéraires ?* (2007) ainsi que *L'Avenir des Humanités. Économie de la connaissance ou cultures de l'interprétation ?* (La Découverte, 2010). Il est membre du collectif de rédaction de la revue *Multitudes*.



**Faites entrer  
la réforme...**



À L'OCCASION DE SON LANCEMENT

## RdL, la revue des livres

ORGANISE

le samedi 17 septembre 2011  
à partir de 14h, à la **Générale Nord-Est**  
14 avenue Parmentier, à Paris (M° Voltaire)

- **UNE JOURNÉE DE DÉBATS**
- **UN SALON DES ÉDITEURS ET DES REVUES DE CRITIQUE SOCIALE ET POLITIQUE**
- **ET UNE EXPOSITION D'ARNAUD CRASSAT**

### 14 H « MAIS, QU'EST-CE QUE C'EST DONC, UN BLANC ? ET D'ABORD, C'EST DE QUELLE COULEUR ? »

Débat animé par Jérôme VIDAL (directeur de publication de la *RdL*).

Dans le monde universitaire comme dans la sphère publique, les débats sur les statistiques ethniques, la discrimination positive ou le legs colonial suscitent de vives polémiques. Invertissons-en un peu les termes habituels, en détournant l'interrogation par laquelle s'ouvre *Les Nègres* de Jean Genet, et demandons-nous ce qu'il en est non pas des « minorités visibles », mais de la majorité « invisible ». Posons donc le problème de la blancheur et des privilèges inavoués qui l'accompagnent. Il s'agira par là d'éclairer la façon singulière dont est formulée, ou refoulée, la question raciale en France, et d'examiner à ce propos la difficile circulation entre discours politiques et discours savants.

Avec **Houria BOUTELDJA** (porte-parole du Parti des Indigènes de la République), **Maxime CERVILLE** (co-auteur de *Homo exoticus. Race, classe et critique queer*) et **Françoise VERGÈS** (auteure de *L'Homme prédateur. Ce que nous enseigne l'esclavage sur notre temps*).

### 16 H SORTIR DU NUCLÉAIRE = REFAIRE LA GAUCHE

Débat animé par Charlotte NORDMANN (membre du collectif éditorial de la *RdL*).

Le nucléaire n'est pas une « pure » technologie. Si la contre-expertise scientifique a joué et joue encore un rôle fondamental dans l'élaboration des arguments du mouvement anti-nucléaire, la critique de l'industrie nucléaire ne saurait cependant être simplement technique ou scientifique. Parce qu'il constitue un véritable État dans l'État et ce qu'André Gorz appelait, après Ivan Illich, une « mégamachine », le complexe militaro-industriel du nucléaire doit aussi faire l'objet d'une critique proprement politique.

Notre hypothèse est que la question de la sortie du nucléaire et celle d'une refondation de la gauche sont profondément liées : le nucléaire est un révélateur des impasses et des contradictions fondamentales dans lesquelles la gauche se trouve prise, et dont elle doit sortir si elle veut exister à nouveau ; ce n'est que par sa capacité retrouvée à vraiment s'emparer de questions comme celle du nucléaire, d'une portée historique, civilisationnelle, qui mêlent étroitement critiques de l'État, de la technoscience, du productivisme, du consumérisme et du capitalisme, qu'une gauche de gauche pourra se recomposer. Il s'agit donc aussi de se demander pourquoi elle n'y parvient pas aujourd'hui.

Avec **Benjamin DESSUS** (co-auteur de *So watt ? L'énergie, une affaire de citoyens* et de *En finir avec le nucléaire. Pourquoi et comment*) et **Alice LE ROY** (militante écologiste, co-réalisatrice du documentaire *Écologie, ces catastrophes qui changèrent le monde* et membre du collectif éditorial de la *RdL*). **Nicolas LAMBERT**, auteur et metteur en scène de *Un avenir radieux, une fission française*.

### 18 H AVONS-NOUS SEULEMENT COMPRIS CE QU'EST LE NÉOLIBÉRALISME ?

Débat animé par Laurent JEANPIERRE (professeur de sciences politiques, membre du collectif éditorial de la *RdL*).

Les promoteurs de la « révolution » néolibérale la présentent comme une nécessaire « modernisation », à l'heure de la mondialisation, et comme une « adaptation » salutaire aux lois irrésistibles de l'économie, trop longtemps bafouées. Mieux : les néolibéraux ont prétendu nous libérer de la condition d'« assistés » et de « dépendants » d'un État social bureaucratique et inefficace, pour nous transformer en « libres et responsables entrepreneurs de nous-mêmes », soucieux de faire fructifier notre petit « capital humain ». Le néolibéralisme s'est ainsi figuré comme une véritable politique d'émancipation, une véritable politique d'*empowerment*.

Si l'imposture de cette prétention n'est que trop évidente aujourd'hui, nous ne pouvons cependant pas analyser le néolibéralisme comme une simple régression, un retour au « laisser-faire » cher aux libéraux du XIX<sup>e</sup> siècle. La gouvernementalité néolibérale et les dispositifs qui assurent son emprise sur chacun d'entre nous et sur l'ensemble de la société constituent en effet un régime d'enrôlement inédit de nos désirs par le capitalisme. En comprendre la singularité est une condition nécessaire de notre effort pour lui résister et pour relancer les luttes d'émancipation aujourd'hui.

Avec **Christian LAVAL** (co-auteur de *La Nouvelle Raison du monde. Essai sur la société néolibérale*) et **Frédéric LORDON** (auteur de *Capitalisme, désir et servitude. Marx et Spinoza*).

### 20H APÉRO-RENCONTRE AVEC LES MEMBRES DU COLLECTIF ÉDITORIAL DE LA REVUE, MUSIQUE, FÊTE...

## Le séminaire de lecture de la RdL

Le collectif éditorial de la *RdL* invite les lecteurs de la revue à participer à la première séance de son séminaire de lecture, consacrée à

Timothy Mitchell

### Petrocratia

#### La démocratie à l'âge du carbone

(è®e)

le mardi 4 octobre 2011, à 19 heures

au Lieu-Dit, 6 rue Sorbier, à Paris  
(M° Ménilmontant)

« Dans l'essai *Petrocratia. La démocratie à l'âge du carbone*, l'auteur met en relation deux phénomènes majeurs de la modernité : l'évolution de la démocratie politique et la dépendance croissante à l'égard des ressources énergétiques fossiles. Il montre comment les transitions énergétiques successives, d'une énergie essentiellement de biomasse vers des combustibles fossiles comme le charbon à partir de 1800 puis vers le pétrole à partir des années 1930, ont profondément transformé les rapports de force sociaux et politiques. »

(Le séminaire de lecture de la *RdL* réunit les membres du collectif éditorial de la revue et ses lecteurs pour un échange de vues autour de courts essais qui constituent des contributions d'importance aux débats contemporains. La lecture préalable des essais en question est souhaitable – mais non absolument nécessaire.)

## Les rencontres de la RdL

Le mardi 25 octobre 2011, à 19 heures,

au Lieu-Dit, 6 rue Sorbier, à Paris  
(M° Ménilmontant)

avec François Chesnais

autour de son livre

### Les Dettes illégitimes

Quand les banques font main basse sur les politiques publiques

(Raisons d'Agir)

« De nombreux pays européens — la Grèce, le Portugal, l'Irlande, l'Espagne, voire la France — auraient, nous dit-on, vécu « au-dessus de leurs moyens ». Parce qu'ils ne taxent pas la fortune et le capital et qu'ils ne luttent pas contre l'évasion fiscale vers les paradis fiscaux, les gouvernements se sont effectivement lourdement endettés auprès des fonds de placement étrangers, mais aussi des banques européennes. Celles-ci ont des bilans fragiles. Elles ont créé trop de crédit par rapport à leurs dépôts et fonds propres. Elles ont été sauvées à l'automne 2008. Elles exigent de l'être une seconde fois. Les politiques de rigueur budgétaire et de réduction salariale exigées par l'Union européenne, la BCE et le FMI sont socialement injustes. Elles enfoncent l'Europe dans la récession.

« Se pose ainsi la question de l'annulation des dettes publiques et dans la foulée celle de la socialisation des banques, BCE incluse. Certains plaident pour le rééchelonnement des dettes. Dans ce livre, c'est leur dénonciation qui est défendue. »



## JE M'ABONNE à RdL, LA REVUE DES LIVRES

### Coordonnées du souscripteur

Nom : .....  
Prénom : .....  
N° : ..... Voie : .....  
Code postal ..... Tél : .....  
Ville : ..... Pays : .....  
Courriel : ..... @ .....

Je souhaite être inscrit à la liste de diffusion.

**Abonnement individuel :**  
6 numéros  
+ 1 hors-série  
+ accès aux archives  
en ligne de la revue :

- France métropolitaine   
= 35 euros,
- Europe, DOM-TOM   
= 46 euros,
- Reste du monde   
= 56 euros

**Abonnement individuel  
de soutien :**  
6 numéros  
+ 1 hors-série  
+ accès aux archives  
en ligne de la revue :

- France métropolitaine,  
Europe, DOM-TOM,  
Reste du monde   
= 60 euros

**Abonnement institutionnel  
(bibliothèques,  
organisations) :**  
6 numéros + 1 hors-série :

- France métropolitaine   
= 45 euros,
- Europe, DOM-TOM   
= 56 euros,
- Reste du monde   
= 66 euros

JE M'ABONNE

à partir du numéro : .....

## OPTEZ POUR LE VIREMENT AUTOMATIQUE

(Offre valable uniquement pour les abonnements individuels en France métropolitaine et dans les DOM-TOM)

### Autorisation de prélèvement

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever chaque trimestre sur ce dernier, si sa situation le permet, un montant de :

8,75 euros (abonnements à 35 euros)     11,5 euros (abonnements à 46 euros)     15 euros (abonnements à 60 euros)

Je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre adressée à RdL Service abonnement, 31 rue Paul Fort, 75014 Paris.

### TITULAIRE DU COMPTE

Nom : .....  
Prénom : .....  
N° : ..... Voie : .....  
Code postal : ..... Ville : .....

### NON ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE A DÉBITER

.....  
.....  
N° : ..... Voie : .....  
Code postal : ..... Ville : .....

### DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

Établissement    Guichet    N° de compte    Clé RIB  
|\_|\_|\_|\_|    |\_|\_|\_|\_|    |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|    |\_|\_|

**IMPORTANT :**  
**JOINDRE UN RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE OU POSTAL**

NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER : BV2N Revue et Livres, 31 rue Paul Fort, 75014 Paris

Date et signature obligatoire :

### RÈGLEMENT PAR CHÈQUE :

Établir les chèques à l'ordre de : **BV2N Revue et Livres**

### RÈGLEMENT PAR CARTE BANCAIRE :

Carte bancaire : | | | | | | | | | | | | | | | |

Date d'expiration : | | | | |

Les trois derniers chiffres au dos de votre carte : | | | |

Date et signature :

Coupon à détacher et à renvoyer à :

RdL Service abonnement, 31 rue Paul Fort, 75014 Paris, France

## OFFREZ UN ABONNEMENT À RdL, LA REVUE DES LIVRES

Si vous souhaitez faire bénéficier un tiers de l'abonnement souscrit (si le bénéficiaire de l'abonnement est différent de son souscripteur), cochez la case suivante .

et indiquez ci-dessous les coordonnées du bénéficiaire de l'abonnement :

Nom : .....  
Prénom : .....  
N° : ..... Voie : .....  
Code postal : ..... Tél : .....  
Ville : ..... Pays : .....  
Courriel : ..... @ .....

Si vous souhaitez que le bénéficiaire de l'abonnement soit informé de votre cadeau par courriel, cochez la case suivante .

# RdL

RdL Service abonnement  
abos@revuedeslivres.fr / tel : 01 45 41 23 33  
31 rue Paul Fort, 75014 Paris, France

## ABONNEZ-VOUS À RdL, LA REVUE DES LIVRES



[www.revuedeslivres.fr](http://www.revuedeslivres.fr)